

**Ministère l'Aménagement du Territoire
et de la Population**

Institut National de la Statistique

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple- Un But- Une Foi



RAPPORT D'ANALYSE

PRESENTATION DES RESULTATS DE LA CARTOGRAPHIE / REPERAGE
DU RECENSEMENT GENERAL DES UNITES ECONOMIQUES
(RGUE)

Janvier 2020

Table des matières

Table des matières	2
Liste des tableaux	4
Liste des annexes	4
Avant-propos	5
Sigles et abréviations	6
I. Introduction	8
I.1. Rappel des objectifs globaux de RGUE	9
I.2. Objectifs de la phase de cartographie des zones de recensement et repérage des unités économiques	9
II. Méthodologique mise en œuvre de la cartographie des zones de recensement et repérage des unités économiques	10
II.1. Travaux de cartographie des zones de recensement	10
II.2. Repérage des unités économiques	12
III. Résultats de la cartographie des unités économiques	13
IV. Résultats du repérage des unités économiques	14
IV.1. Identification des unités repérées	14
IV.2. Caractéristiques globales des unités repérées	15
IV.2.1. Nature du local dans lequel les activités sont exercées	15
IV.2.2. Statut, type et forme juridique des unités repérées	17
IV.2.3. Activités principales exercées par les unités repérées	18
IV.2.4. Enregistrement dans les fichiers administratifs et tenue de comptabilité	18
IV.2.5. Taille des unités repérées	20
IV.3. Profil régional des unités repérées	21
IV.3.1. Type de local dans lequel les activités sont exercées par localité	21
IV.3.2. Statut, type et forme juridique des unités repérées	22
IV.3.3. Activités principales exercées par les unités repérées	22
IV.3.4. Enregistrement dans les fichiers administratifs et tenue de comptabilité	23
IV.3.5. Taille des unités repérées	24
IV.4. Profil sectoriel des unités repérées	24
IV.4.1. Type de local dans lequel les activités sont exercées	24
IV.4.2. Statut, type et forme juridique des unités repérées	25
V. Principales difficultés rencontrées, enseignements tirés du repérage des unités économiques et perspectives pour la suite du RGUE	25
V.1. Difficultés rencontrées durant le repérage	25
V.1.1 Difficultés administratives	25

V.1.2. Difficultés de mobilisation des ressources.....	25
V.1.3. Difficultés liées au facteur climatique	26
V.1.4. Difficultés d'ordre sécuritaire.....	26
V.1.5. Facteur technique	26
V.2. Leçons tirées de la cartographie/ repérage.....	26
V.3. Perspectives	26
Conclusions.....	27
Annexes	27

Liste des tableaux

Tableau IV.1.1. : Effectif global et pourcentage des unités repérées.....	14
Tableau IV.1.2. : Pourcentage des unités économiques repérées dans les régions.....	14
Tableau IV.1.2. : Effectif et pourcentage des unités économiques repérées dans les régions.....	15
Tableau IV.2.1.1 : Nature du local dans lequel les unités repérées exercent leurs activités.....	15
Tableau IV.2.1.2. : Nature du local dans lequel les unités repérées exercent leurs activités par région.....	16
Tableau IV.2.1.3. : Existence d'une porte d'entrée au local dans lequel les unités repérées exercent leurs activités.....	16
Tableau IV.2.2.1. : Statut des unités économiques repérées.....	17
Tableau IV.2.2.2. : Type d'unités économiques repérées.....	17
Tableau IV.2.2.3. : Forme juridiques des unités économiques repérées.....	17
Tableau IV.2.4.1. : Répartition des unités économiques repérées selon la possession du NIF.....	18
Tableau IV.2.4.2. : Répartition des unités économiques repérées selon la possession du NINA.....	18
Tableau IV.2.4.3. : Répartition des unités économiques repérées selon la possession du numéro RC.....	18
Tableau IV.2.4.5. : Répartition des unités économiques repérées selon la possession du NIF ou NINA et du numéro INPS.....	19
Tableau IV.2.4.6. : Répartition des unités économiques repérées selon la tenue de comptabilité écrite et formelle.....	19
Tableau IV.2.4.7. : Répartition des unités économiques repérées selon la possession du NIF ou NINA et la tenue de la comptabilité écrite et formelle.....	19
Tableau IV.2.4.8. : Répartition des unités économiques repérées selon la possession du numéro INPS et la tenue de la comptabilité écrite et formelle.....	20
Tableau IV.2.5.1. : Tranche d'effectifs employés en 2017.....	20
Tableau IV.2.5.2. : <i>Répartition du chiffre d'affaires réalisées en 2017 selon la taille des unités économiques</i>	21
Tableau IV.3.1. : Type de local dans lequel les activités sont exercées par région.....	21
Tableau IV.3.2. : Répartition des unités économiques selon le statut par région.....	22
Tableau IV.3.3. : Répartition des unités économiques selon le type par région.....	22
Tableau IV.3.4. : Répartition des unités économiques selon la possession d'au moins un numéro administratif par secteur d'activités.....	23
Tableau IV.4.4. : Répartition des unités économiques selon la tenue de comptabilité par secteur d'activités.....	23
Tableau IV.3.5. : Répartition des unités économiques selon la taille par région.....	24
Tableau IV.3.1 : Type de local dans lequel les activités sont exercées par région.....	24
Tableau IV.4.5 : Répartition des unités économiques repérées selon le type de sociétés par secteur d'activité.....	25

Liste des annexes

Tableau 1 : Pourcentage des unités économiques repérées dans les régions et cercles.....	27
Tableau 2 : Répartition d'effectifs employés en 2017 des unités économiques par branche d'activités (Division NAEMA Rev 1).....	31
Tableau 3 : Répartition d'effectifs employés en 2017 des unités économiques par branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1).....	37
Tableau 4 : Répartition des unités économiques par activité principale exercée selon la région.....	53

Avant-propos

L'Institut national de la statistique (INSTAT), organe central du Système Statistique National (SSN) du Mali, est la structure habilitée, sur le plan économique, à produire des statistiques utiles pour la mesure de l'activité économique structurelle et conjoncturelle à travers l'élaboration des comptes nationaux annuels et trimestriels et les indicateurs conjoncturels. Un tel dispositif nécessite l'utilisation d'un système d'informations efficace et à jour sur les entreprises exerçant les activités sur le territoire national. Cependant, le système d'informations en place à l'INSTAT ne permet vraiment pas de retracer chaque année la situation réelle et le comportement des entreprises installées au Mali.

Malgré les efforts louables entrepris pour son développement, le système national d'information statistique actuel sur les données économiques et financières demeure encore très insuffisant et inadapté aux besoins grandissants des différents acteurs et décideurs économiques et surtout en matière de statistiques d'entreprises.

Le répertoire national d'entreprises existant à l'INSTAT, censé être la principale source sur la structure et la démographie des entreprises, contrairement aux dispositions légales n'a été bâti sur aucune opération de collecte permettant d'avoir une visibilité d'ensemble. De sa création à nos jours, seules les sources administratives pas toujours exhaustives sont utilisées pour sa complétude et sa mise à jour.

Pour répondre efficacement et rapidement aux nouvelles exigences du développement du pays, il était impératif de mettre en place un nouveau système qui permettra de produire des informations fiables, pertinentes, variées, régionalisées et régulièrement mises à jour. En outre, la mise en place d'un tel système a été également une recommandation faite par le consultant lors de l'étude sur le «*Diagnostic de la production des statistiques d'entreprises et des stratégies opérationnelles*» réalisée sur financement de la Banque Mondiale dans le cadre du trust fund pour l'amélioration de la production des statistiques économiques en générale et les statistiques d'entreprises en particulier.

C'est dans ce cadre que l'INSTAT a procédé à l'organisation d'un Recensement Général des Unités Economiques (RGUE), pour s'aligner à ces nouvelles exigences. Cette opération organisée par l'INSTAT est la première du genre réalisé sur tout le territoire national. Elle a couvert un champ très large touchant aussi bien les entreprises formelles qu'informelles exerçant leurs activités au Mali. Sa mise en œuvre sur le terrain s'est faite autour de deux grands axes que sont :

- la phase de cartographie des zones de recensement et du repérage des unités économiques ;
- et la phase de dénombrement des unités économiques repérées.

Les travaux de terrain de la phase de cartographie des zones de recensement et du repérage des unités économiques prévus pour être réalisés pendant cinq (05) mois, du février à juillet 2019, se sont prolongés finalement jusqu'en septembre 2019 compte tenu de certains facteurs exogènes liés à la logistique.

Les données collectées lors de cette phase ont été traitées par l'équipe du projet au cours d'un atelier technique tenu à Ségou du 02 au 28 décembre 2019.

Ce document constitue le rapport de présentation des résultats de la phase de cartographie des zones de recensement et du repérage des unités économiques. Il présente aussi bien les résultats globaux obtenus que les résultats

spécifiques par régions et par secteur d'activité. La réalisation de cette opération couteuse et complexe a été possible grâce à l'implication des autorités du Pays, des Partenaires Techniques et Financiers notamment la Banque Mondiale, des organisations faïtières du secteur privé et de la société civile.

Qu'ils trouvent tous ici nos sentiments de reconnaissance et nos sincères remerciements.

Comme le dit un adage : « Toute œuvre humaine est imparfaite ». Ce faisant, ce document est perfectible. Par conséquent, vos observations, vos suggestions et vos critiques permettront d'améliorer le contenu du présent rapport.

Sigles et abréviations

AFRISTAT : Observatoire Economique Statistique d'Afrique Subsaharienne

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

CAO : Cartographe Assisté par Ordinateur

CEDEAO : Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest

IGM : Institut Géographique du Mali

INSTAT : Institut National de la Statistique

DSF : Déclaration Statistique et Fiscale

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest africaine

SIG : Système d'Informatique Géographique

RGUE : Recensement Général des Unités Economiques

I. Introduction

Le recensement général des unités économiques (RGUE) du Mali est une opération statistique qui consiste à faire un dénombrement exhaustif des unités économiques exerçant sur l'ensemble du territoire malien. Il a pour objectif d'améliorer le système d'informations actuel sur les statistiques d'entreprises au Mali. L'amélioration de ce système d'informations sur les statistiques d'entreprises permettra, entre autres, de mettre à la disposition des décideurs et partenaires au développement, des informations fiables et à jour sur la structure et les performances par branches d'activités des entreprises exerçant sur le territoire national et de dresser, pour les besoins de politiques de décentralisation au Mali, des profils sectoriels des régions.

Le recensement général des unités économiques (RGUE) cible toutes les unités économiques du secteur formel et informel exerçant dans un local professionnel. Il cible également les unités dont la nature de leur activité les amène à ne pas exercer nécessairement dans les locaux professionnels comme les unités de (i) fabrication des briques, (ii) menuiserie, (iii) réparation des voitures et motos, (IV) lavage des voitures et motos, (V) carrières, etc. Les unités qui exercent leurs activités dans les concessions sans aucune indication extérieure sur leur l'existence (unités de teintures, des boulangeries artisanales, certaines unités de couture) sont également prises en compte.

Les unités économiques sont recensées dans le district de Bamako, les chefs-lieux des régions, dans les cercles et dans les communes urbaines, semi urbaines et rurales. Au niveau des villages, seules les unités économiques d'une certaine importance ayant un grand volume d'activité et dont la présence serait signalée par le maire ou le sous-préfet de la commune sont prises en compte.

Le recensement général des unités économiques est mise en œuvre à travers cinq (05) axes principaux que sont :

Les travaux préliminaires (axe 1); Sensibilisation des autorités administratives et des responsables d'entreprises (axe 2), Cartographie des zones de recensement et repérage des unités économiques (axe 3); recensement pilote (axe 4) ; dénombrement des unités économique (axe 5).

Le présent rapport qui est relatif à la mise en œuvre des activités de la cartographie des zones de recensement et repérage des unités économiques (axe 3 du RGUE)...

Il s'articule autour des points suivants :

- les objectifs globaux de RGUE,
- les objectifs spécifiques de la phase de cartographie des zones de recensement et repérage des unités économiques,
- la démarche méthodologique ;
- les principaux résultats obtenus ;
- les difficultés rencontrées ;
- les enseignements tirés ;
- et les perspectives.

I.1. Rappel des objectifs globaux de RGUE

La mise en œuvre des travaux du RGUE doit permettre de :

- Améliorer la qualité des statistiques d'entreprises pour une bonne formulation des politiques de développement économique ;
- Constituer la base de sondage des entreprises formelles stratifiées par branche d'activités et par taille en termes d'effectifs employés et/ou de chiffres d'affaires pour les différentes enquêtes nécessaires à la refonte des comptes nationaux et la mise en place des indicateurs conjoncturels et structurels ;
- Constituer la base de sondage des unités économiques informelles localisées ;
- Disposer des informations nécessaires à la rénovation des comptes nationaux (passage au SCN 2008 et revalorisation du Produit Intérieur Brut) ;
- Mettre à jour le répertoire statistique national d'entreprises existant à l'INSTAT ;
- Dresser le profil sectoriel des différentes régions du Mali afin de promouvoir la décentralisation ;
- Mettre en place un système d'information géographique (SIG) des entreprises qui permettra de réaliser des cartographies thématiques des entreprises sur l'ensemble du territoire national ;
- Déterminer le poids du secteur informel localisé dans l'économie nationale ;
- Déterminer les caractéristiques sociodémographiques des chefs d'entreprises exerçant au Mali et évaluer le niveau de l'entrepreneuriat féminin ;
- Identifier les obstacles à l'entrepreneuriat au Mali et évaluer le niveau de l'emploi créé par les entreprises maliennes
- Disposer des opinions des chefs d'entreprises sur l'environnement et le climat des affaires au Mali ;
- Mettre à la disposition des utilisateurs (partenaires techniques et financiers, chercheurs, étudiants, organismes, etc.) des informations sur les entreprises exerçant au Mali ;

I.2. Objectifs de la phase de cartographie des zones de recensement et repérage des unités économiques

Les objectifs de la phase de cartographie des zones de recensement et repérage des unités économiques qui, constitue l'un des axes majeurs de la mise en œuvre du RGUE, contribuent à l'atteinte des objectifs globaux de cette opération. On peut citer entre autres objectifs visés par cette phase :

- La constitution de la base de sondage des entreprises formelles stratifiées par branche d'activités et par taille en termes d'effectifs employés et/ou de chiffres d'affaires pour la réalisation des différentes enquêtes nécessaire à la refonte des comptes nationaux et la revalorisation du Produit Intérieur Brut (PIB) et à la mise en place des indicateurs conjoncturels d'activités ;
- La constitution de la base de sondage des unités économiques informelles localisées ;
- La disponibilité des informations sur les effectifs employés ;
- La mise à jour du répertoire statistique national d'entreprises existant à l'INSTAT ;
- L'élaboration du profil sectoriel des différentes régions du Mali afin de promouvoir la décentralisation ;
- La mise en place d'un système d'information géographique (SIG) des entreprises qui permettra de réaliser des cartographies thématiques des entreprises sur l'ensemble du territoire national ;
- La mise à disposition des utilisateurs (partenaires techniques et financiers, chercheurs, étudiants, organismes, etc.) des informations sur les entreprises exerçant au Mali ;

- La disponibilité de l'information sur les conditions d'exercice des unités économiques repérées à travers notamment le type de local qu'elles utilisent et la qualité selon les activités et la localité.

II. Méthodologique mise en œuvre de la cartographie des zones de recensement et repérage des unités économiques

Le bon déroulement sur le terrain des travaux du RGUE a nécessité au préalable une cartographie des zones de recensement. Le découpage administratif du pays au niveau le plus fin correspondant aux quartiers en zone urbaine ou aux villages en zone rurale a été utilisé aux fins des travaux de cartographie. Cette opération de cartographie a été couplée au repérage des unités économiques afin de disposer entre autres les informations sur le nombre d'unités économiques éligibles dans chaque zone de repérage. Une zone de repérage (ZRe) se définit comme soit un quartier, soit une portion de quartier, soit un village ou une portion de village, respectivement en zone et zone rurale, dont les limites sont clairement identifiées.

Les travaux de cette phase ont connu un arrêt suite aux problèmes logistiques constatés. Prévus pour la période allant de février à juillet 2019, les travaux se sont étendus jusqu'en septembre 2019.

Au niveau du district de Bamako et les régions du sud (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou), environ 400 agents de terrain ont été recrutés et formés pour la mise en œuvre des travaux de cette phase. Cependant, seulement 354 agents de terrain ont pris part effectivement aux travaux après les désistements constatés. Les 354 agents de terrain sont composés de 272 agents recenseurs, 68 chefs d'équipe et de 14 contrôleurs. Les 272 agents recenseurs sont répartis en 68 équipes de 04 membres dirigés par un chef d'équipe. Les travaux au niveau du district de Bamako et les autres régions ont été suivis par 7 superviseurs. Il faut noter également que le personnel des DRPASIAPI ont aussi contribué à la réalisation de la phase de cartographie/repérage à travers les Directeurs Régionaux qui sont d'office considérés comme des superviseurs et deux autres cadres par DRPSIAP sont retenus comme contrôleurs. Ce qui donne au total 11 superviseurs et 22 contrôleurs au niveau des DRPSIAP.

Au niveau de Mopti et les régions du nord à peu près 75 agents ont été recrutés et formés. Les 75 agents de terrain sont composés de 60 agents recenseurs, 15 chefs d'équipe. En outre, eu égard au contexte d'insécurité dans 03 cercles de la région de Ségou, il a été procédé au recrutement local de 20 agents dont 04 chefs d'équipes et 16 agents recenseurs.

II.1. Travaux de cartographie des zones de recensement

Dans le cadre des travaux préparatoires du RGUE, l'INSTAT a obtenu de l'Institut Géographique du Mali (IGM), et mis à la disposition du consultant, des fonds de carte de découpage administratif du territoire du Mali en Région, cercle et communes, le fichier des villages du Mali, les fonds de découpage du District de Bamako en communes et quartiers et les images de quelques localités.

Ces données obtenues ont permis d'avoir une vue d'ensemble de la cartographie du Mali. Cependant, elles ne donnent pas de précision et de détails à l'échelle de localité. On peut noter entre autres, le manque de plans cadastraux des grandes villes (District de Bamako, chef-lieu de région, cercle...) le manque de précision et/ou l'absence des limites

de quartiers de Bamako, le manque d'images des grandes villes du Mali.

Pour pallier cette insuffisance, il était nécessaire de procéder à l'acquisition d'autres images plus précises, de les numériser, de délimiter les zones qui serviront au repérage des unités économiques (ZRe), de codifier toutes les rues identifiées sur ces images et enfin d'élaborer et d'imprimer les cartes pour le personnel de terrain.

- *Acquisition des images satellitaires*

Les images recherchées pour la production des cartes du RGUE sont des images Landsat de haute résolution de toutes les villes (District de Bamako, chef-lieu de communes urbaines et rurales) retenues pour le repérage des unités économiques.

L'acquisition de ces images a été faite à partir des téléchargements. Ainsi, les images satellitaires du District de Bamako et ses périphéries et celles des chefs-lieux des communes urbaines et rurales ont été téléchargées. Ces images sont disponibles.

- *Digitalisation des images satellitaires*

La digitalisation des images a été une étape importante dans la production cartographique du RGUE. Il s'agit de numériser toutes les images téléchargées (passer du mode raster en mode vecteur) pour ressortir les informations nécessaires (les voies de communication, les îlots, les cours d'eau les infrastructures socio collectives de base...)

Au vu de la densité du travail, dix (10) jeunes ont été recrutés par l'INSTAT et mis à la disposition du consultant. Ces jeunes ont été formés par le consultant dans les techniques de digitalisation et de production des cartes.

Cette équipe de jeune dénommée cartographe assisté par ordinateur (CAO) a eu pour mission essentielle d'assister le consultant dans la production des documents cartographiques pour les équipes de terrain.

- *Découpage en Zone de Repérage*

Le découpage en Zone de Repérage (ZRe) est la délimitation de la zone de travail qui sera affectée à une équipe d'agents recenseurs pour le repérage des unités économiques. Dans les villes où il existait un découpage en quartiers, les limites des ZRe ont suivi plus ou moins celles des quartiers. Dans les autres villes où le fichier de découpage en quartiers n'existait pas, le découpage a été fait en secteurs suivant les grandes artères ou les obstacles naturels (cours d'eau, relief,...)

Les ZRe ainsi constitués présentent les informations nécessaires devant permettre aux agents de se retrouver facilement sur le terrain notamment à travers les noms des grandes artères, les infrastructures, etc

- *Codification des rues des ZRe*

Les démarches auprès des autorités compétentes en charge de la gestion des villes n'ayant pas permis d'obtenir le fichier d'adressage des villes, il s'avère nécessaire d'adopter une stratégie de codification des rues dans le but exclusif de répondre aux besoins des travaux du RGUE.

Ainsi pour pallier l'absence d'un fichier d'adressage exhaustif des agglomérations du Mali, les travaux de codification des rues ont été menés. Ces travaux visaient à donner un code unique à toutes les rues identifiées et numérisées. La codification a été faite de manière séquentielle à l'intérieur de chaque ZRe. Il s'agissait de donner un identifiant unique

à chaque rue à l'intérieur de la ZRe.

- *Elaboration et l'impression des cartes du personnel de terrain*

Trois types de cartes ont été élaborés en fonction des catégories du personnel déployé sur le terrain :

- les cartes des agents recenseurs qui sont les cartes des ZRe fournissant les informations détaillées des zones affectées aux équipes ;
 - les cartes des contrôleurs qui donnent une vue d'ensemble de la commune (District de Bamako) ou de toute la ville (les villes chef-lieu région ; cercle ou commune) découpée en ses différents secteurs ;
 - et les cartes des superviseurs qui présentent une vue d'ensemble du district ou de la région montrant toutes les localités cibles du RGUE de la région et les voies d'accès à ces localités.
- *Actualisation des cartes de ZRe*

Les travaux d'actualisation des cartes se sont déroulés au même moment que le repérage des unités économiques. L'actualisation des cartes a été l'étape qui a permis de confirmer l'exactitude de la position des informations matérialisées sur les cartes. Ces informations provenant directement du traitement des images, il était nécessaire de faire cette vérification sur le terrain. Ainsi, les agents recenseurs ont été instruits pour porter les modifications sur les cartes qu'ils disposent. Les modifications portaient sur l'existence des rues tracées et la position des infrastructures marquées.

Les agents recenseurs devaient, au besoin, matérialiser les rues identifiées sur le terrain n'existant pas sur la carte, barrer celles qui figurent sur les cartes mais n'existaient pas sur le terrain, répreciser ou marquer la position des infrastructures par rapport aux rues et ilots.

Une fois la ZRe bouclée, la carte actualisée par les agents était transmise à l'équipe des CAO qui évaluaient la pertinence des informations transmises avant leur prise en compte dans la base cartographique. En plus des observations portées par les agents, les informations relatives aux unités repérées sont exploitées par l'équipe de cartographe au bureau pour corriger les limites des ZRe, corriger ou enrichir la base des infrastructures socio-collectives de base. Ceci afin d'aboutir à un découpage en Zone de recensement (ZR) plus précis.

- *Découpage en Zone de recensement (ZR)*

Le découpage du territoire en ZR était l'un des objectifs de la cartographie et repérage des unités économiques. Cela consistait à faire un découpage plus ou moins équilibré du territoire national pour une évaluation optimale des ressources à mobiliser et le délai d'exécution des travaux de dénombrement. La démarche était de définir le seuil (nombre d'unités) à affecter à un agent recenseur et par ricochet à une équipe d'agents recenseurs et de circonscrire la zone de recensement.

II.2. Repérage des unités économiques

A partir des cartes de zones de repérage élaborées par les cartographes, les agents recenseurs ont sillonné les zones de repérage et ont procédé au repérage systématique des unités économiques s'y trouvant. Ainsi, les agents recenseurs accompagnés de leur chef d'équipe et leur contrôleur ont identifié les artères principales de leur zone de

repérage et ont décidé ensemble de l'itinéraire qu'il faut adopter pour repérer les unités économiques. Une fois l'itinéraire adopté, les agents ont procédé à un balayage systématiquement de la ZRe en identifiant et en visitant tous les locaux dans lesquels exercent les unités économiques conformément au champ retenu (champ du RGUE) et ont relevé à partir de leur tablette les informations recherchées. Les informations recherchées auprès des unités économiques lors du repérage ont été les suivantes : La raison sociale, l'activité principale, les informations de cartographe, les renseignements de détention des dossiers administratifs, l'effectif d'employés, le chiffre d'affaires, etc...

III. Résultats de la cartographie des unités économiques

L'opération de cartographie et repérage des unités économiques s'est déroulé sur l'ensemble du territoire malien. Au total, 624 communes, sur 703 communes que compte le Mali, ont été visitées par les agents recenseurs. Parmi ces communes visitées :

- 19 communes sont sans unités en raison du déplacement des acteurs économiques suite à l'insécurité. Ces communes se retrouvent dans les régions de Kidal (04 communes), Mopti (03 communes) et Tombouctou (12 communes)
- 78 communes n'ont pas pu être couvertes dont 12 communes en raison d'accès difficile en période d'hivernage et 66 communes pour des raisons de sécurité

Ainsi le taux de couverture des communes était évalué à 88,88 %. La carte n°1 présente la couverture du pays

A l'issue des travaux de cartographie et de repérage des unités économiques, les résultats suivants ont été obtenus :

- La base géoréférencée des unités économiques du Mali codifiée au niveau classe (4 digits) selon la NAEMA rev1 est disponible ;
- Les Zones de repérage (ZRe) ont été créées et utilisées par le personnel de terrain pour le repérage des unités économiques ;
- Les plans actualisés du district de Bamako et ses périphéries, des chefs-lieux de régions, de cercles et de communes sont disponibles ;
- Une base actualisée des infrastructures du district de Bamako et ses périphéries, des chefs-lieux de régions, cercles, communes est disponible ;
- Le découpage en Zone de Recensement (ZR) est en cours de finalisation ;
- Les cartes thématiques ont été élaborées selon les thématiques retenues ;
- La base SIG est disponible.

IV. Résultats du repérage des unités économiques

IV.1. Identification des unités repérées

A l'issue de la collecte des données de la phase cartographie/repérage du RGUE, au total 239 393 unités économiques ont été identifiées dont 236 914 totalement repérées et 2 479 partiellement repérées, soit respectivement 99,0% et 1,0% de l'ensemble.

Tableau IV.1.1. : Effectif global et pourcentage des unités repérées

Résultat du repérage	Effectif	%
Unité totalement repérée	236914	99
Unité partiellement repérée	2479	0,1
Total	239393	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

Une analyse des résultats par localité renseigne que plus de 98,0% des unités économiques ont été entièrement repérées dans chacune des régions à l'exception de la région de Taoudéni qui se distingue avec un taux de 100%.

Tableau IV.1.2. : Pourcentage des unités économiques repérées dans les régions

Région	Résultat du repérage		
	Unité totalement repérée	Unité partiellement repérée	Total
	%	%	%
KAYES	99,9	0,1	100
KOULIKORO	99,5	0,5	100
SIKASSO	99,9	0,1	100
SEGOU	99,5	0,5	100
MOPTI	99,0	1,0	100
TOMBOUCTOU	99,9	0,1	100
GAO	98,5	1,5	100
KIDAL	99,8	0,2	100
BAMAKO	98,0	2,0	100
MENAKA	98,8	1,2	100
TAOUDENI	100,0	0,0	100
Ensemble	99,0	1,0	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

En termes absolus, c'est à Bamako où l'on enregistre plus d'unités économiques repérées avec un total de 93 096, soit 38,9% de l'ensemble. Le plus petit nombre d'unités repérés est observé à Taoudéni avec 512 unités économiques, soit 0,2% du total.

Tableau IIIV.1.2. : Effectif et pourcentage des unités économiques repérées dans les régions

Région	Unité repérée	
	Eff	%
KAYES	21427	9,0
KOULIKORO	47626	19,9
SIKASSO	33585	14,0
SEGOU	20299	8,5
MOPTI	14601	6,1
TOMBOUCTOU	4299	1,8
GAO	2302	1,0
KIDAL	996	0,4
BAMAKO	93096	38,9
MENAKA	650	0,3
TAOUDENI	512	0,2
Ensemble	239393	100,0

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

IV.2. Caractéristiques globales des unités repérées

Cette partie évoque les conditions d'exercice des unités économiques repérées. Il s'agit entre autres de la nature du local dans lequel les unités économiques repérées exercent leurs activités.

IV.2.1. Nature du local dans lequel les activités sont exercées

Il ressort de l'analyse que la majorité (61,9%) des unités économiques repérées mènent leurs activités dans les locaux en ciment. Quant aux locaux professionnels en banco abritant les unités économiques repérées, ils sont de 13,7%. Ils sont suivis par ceux en métal avec une proportion de 11,4%. En revanche, les locaux professionnels à ciel ouvert représentent 4,0% de l'ensemble.

Tableau IVV.2.1.1 : Nature du local dans lequel les unités repérées exercent leurs activités

Nature du local	%
En ciment	61,9
En pierre	0,2
En banco	13,7
En métal	11,4
En bois	0,5
En tôle	5,8
En paille	1,7
En tente	0,5
A ciel ouvert	4,0
Autres	0,4
Total	100,0

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

Par région, on observe que Bamako et Koulikoro ont la plus grande part de local en ciment avec respectivement 71,3% et 70,1% tandis que Taoudénit n'a que de 4,0%. Les locaux en banco sont plus nombreux dans les régions du Nord avec une proportion supérieure à 50%. En effet, la fréquence de locaux en banco est de 87,9% à Taoudénit, 69,1% à Ménaka, 59,9% à Gao, 59,2% à Tombouctou et 53,5% à Kidal (69,1%). Les autres types de local sont dispersés dans presque toutes les régions mais à des proportions très faible ne dépassant pas 5,0%.

Tableau VV.2.1.2. : Nature du local dans lequel les unités repérées exercent leurs activités par région

Région	En ciment	En pierre	En banco	En métal	En bois	En tôle	En paille	En tente	A ciel ouvert	Autres	Total
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
KAYES	59,4	0,0	16,1	11,7	0,8	4,3	3,4	0,5	3,7	0,1	100,0
KOULIKORO	70,1	0,1	10,7	9,5	0,2	4,6	1,0	0,3	3,4	0,1	100,0
SIKASSO	57,8	0,1	18,2	11,0	0,2	6,4	1,2	0,9	3,7	0,6	100,0
SEGOU	52,5	0,1	28,3	7,9	0,7	4,3	3,0	0,2	2,9	0,1	100,0
MOPTI	27,5	2,1	43,3	9,0	0,8	7,5	3,9	0,3	4,0	1,7	100,0
TOMBOUCTOU	11,4	0,0	59,2	5,2	3,7	3,8	8,4	1,9	2,6	3,7	100,0
GAO	25,8	0,0	59,9	5,2	0,7	4,9	0,7	0,3	2,6	0,0	100,0
KIDAL	38,7	0,9	53,5	0,4	0,8	2,5	0,8	2,0	0,4	0,0	100,0
BAMA KO	71,3	0,0	0,9	14,3	0,6	6,8	0,8	0,4	4,8	0,2	100,0
MENAKA	22,5	0,3	69,1	1,1	0,2	2,6	3,4	0,3	0,5	0,2	100,0
TAOUDENIT	4,1	0,4	87,9	0,4	0,0	0,8	0,8	1,0	4,3	0,4	100,0
Total	61,9	0,2	13,7	11,4	0,5	5,8	1,7	0,5	4,0	0,4	100,0

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

La plupart des unités économiques tiennent leurs activités dans les locaux avec battant (94,3%) seulement une minorité sont dans les locaux sans battant (5,7%).

Au niveau régional, on note une prédominance des locaux professionnels munis de porte d'entrée avec battant dont la fréquence supérieure ou égale à 91,0% de l'ensemble à l'exception de Tombouctou où la proportion est de 82,7%.

Tableau VIV.2.1.3. : Existence d'une porte d'entrée au local dans lequel les unités repérées exercent leurs activités

Région	Avec battant	Sans battant	Total
	%	%	%
KAYES	93,2	6,8	100
KOULIKORO	96,2	3,8	100
SIKASSO	92,6	7,4	100
SEGOU	93,7	6,3	100
MOPTI	91,0	9,0	100
TOMBOUCTOU	82,7	17,3	100
GAO	98,2	1,8	100
KIDAL	96,1	3,9	100
BAMA KO	95,2	4,8	100
MENAKA	94,9	5,1	100
TAOUDENI	94,3	5,7	100
Total	94,3	5,7	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

La plupart des unités économiques tiennent leurs activités dans les locaux avec battant (94,5%) seulement une minorité sont dans les locaux sans battant (5,7%).

Au niveau régional, il ressort pour l'ensemble plus de 91,0% des locaux sont avec Battant sauf Tombouctou où on a 82,7%.

IV.2.2. Statut, type et forme juridique des unités repérées

La majeure partie des unités économiques repérées sont des établissements uniques (92,5%). Celles ayant le statut d'établissement principal représentent 2,6% de l'effectif des repérées alors que le statut d'établissement secondaire est de 4,9%.

Tableau VIIV.2.2.1. : Statut des unités économiques repérées

Statut des unités économiques	%
Etablissement unique	92,5
Etablissement principal	2,6
Etablissement secondaire	4,9
Non Déclaré	0,0
Total	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

Parmi les unités économiques repérées, 95,4% sont des entreprises individuelles, 2,3% sont des sociétés et 1,2% des associations. Les ONG sont peu nombreuses et ne représentent que 0,3%.

Tableau VIII.2.2.2. : Type d'unités économiques repérées

Type d'unités économiques	%
Entreprise individuelle	95,4
Société	2,3
ONG	0,3
Associations	1,2
Autres	0,8
Total	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

Dans l'effectif des sociétés repérées, les sociétés à responsabilité limitées (SARL) privées représentent 59,6%. Elles sont suivies par les sociétés anonymes privées et parapubliques respectivement avec 38,3% et 1,5%. Les sociétés à responsabilité limitées (SARL) parapubliques ne représentent qu'une infime partie (0,6%).

Tableau IX.2.2.3. : Forme juridiques des unités économiques repérées

Forme juridiques	PROPORTION (%)
Société privée SA	38,3
Société privée SARL	59,6
Société parapublique SA	1,5
Société parapublique SARL	0,6
Total	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

IV.2.3. Activités principales exercées par les unités repérées

De façon générale, la structure de l'économie du Mali est influencée par le commerce, les activités de fabrications et de services. Il ressort de l'analyse des résultats une prédominance du commerce avec une proportion de 61,3% suivi des activités de fabrications 14,2% et des services 10,6%. Les activités telles que *l'Installation de machines et d'équipements professionnels ; Production et distribution de combustibles gazeux et de glace* et *Collecte et traitement des eaux usées* restent les plus faibles avec chacune un pourcentage quasi nul.

L'activité, la plus importante des groupes est celui du *Commerce de détail en magasin spécialisé* avec un effectif de 76474 soit 31,9% tandis que celui de la *Fabrication d'équipements d'imagerie médicale, de précision, d'optique et d'horlogerie* ; de celui de la *Fabrication de machines et matériels électrotechniques* et enfin de celui de la *Fabrication d'appareils domestiques* restent les plus faibles avec chacun un pourcentage presque nul.

IV.2.4. Enregistrement dans les fichiers administratifs et tenue de comptabilité

L'analyse des données laisse entrevoir qu'une grande partie des unités économiques repérées ne disposent pas de NIF (78,4%). En effet, seulement 21,6% de l'ensemble possède un NIF.

Tableau XV.2.4.1. : Répartition des unités économiques repérées selon la possession du NIF

Possession du NIF	%
Oui	21,6
Non	78,4
Total	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

Le manque d'engouement par rapport à l'immatriculation dans les fichiers administratifs est plus prononcé en ce qui concerne le NINA. Il ressort que les unités économiques repérées disposant du NINA sont peu nombreuses, soit 1,6% contre 98,4% pour celles qui n'en ont pas.

Tableau XIV.2.4.2. : Répartition des unités économiques repérées selon la possession du NINA

Possession du NINA	%
Oui	1,6
Non	98,4
Total	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

S'agissant de l'enregistrement au registre du commerce, seuls 7,6 % des unités économiques repérées se sont inscrites. Tout comme, les précédents fichiers administratifs, la plupart des unités économiques repérées (92,4%) ne se sont pas faits enregistrés.

Tableau XIIV.2.4.3. : Répartition des unités économiques repérées selon la possession du numéro RC

Possession du numéro RC	%
Oui	7,6
Non	92,4
Total	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

Les unités économiques repérées possédant le NIF ou le NINA en plus du numéro INPS ne représentent que 8,2%.
Celles qui possèdent le NIF ou le NINA et n'étant pas immatriculées à l'INPS sont de 91,8%.
Par ailleurs, les unités économiques repérées n'ayant pas le NIF ou le NINA et disposant d'un numéro INPS sont de 0,7%. Les unités économiques repérées ne disposant pas de numéro ni de NIF ou NINA ni de numéro INPS est de 99,3%.

Tableau XIII.2.4.5. : Répartition des unités économiques repérées selon la possession du NIF ou NINA et du numéro INPS

	Oui	Non	Total	
	%	%	%	
Possède le NIF ou Possède le NINA	Oui	8,2	91,8	100
	Non	0,7	99,3	100
	Total	2,3	97,7	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

En matière tenue de comptabilité écrite et formelle, la quasi-totalité des unités économiques repérées, soit 97.3% n'en tiennent pas. Seulement, 2,7% se prêtent à cet exercice.

Tableau XIV.2.4.6. : Répartition des unités économiques repérées selon la tenue de comptabilité écrite et formelle

Tenue de comptabilité écrite et formelle	Proportion (%)
Oui	2,7
Non	97,3
Total	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

Sur l'ensemble des unités économiques repérées ne possédant pas de NIF ou NINA, 99.1% ne tiennent pas de comptabilité écrite et formelle. Parmi celles qui disposent de NIF ou NINA, 90.8% ne font également de tenue de comptabilité écrite et formelle.

Tableau XV.2.4.7. : Répartition des unités économiques repérées selon la possession du NIF ou NINA et la tenue de la comptabilité écrite et formelle

	la tenue de la comptabilité écrite et formelle			
	Oui	Non		
	%	%	%	
Possède le NIF ou Possède le NINA	Oui	9,2	90,8	100
	Non	0,9	99,1	100
	Total	2,7	97,3	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

Les unités économiques repérées ne possédant pas de numéro INPS et ne tenant pas la tenue de comptabilité écrite et formelle sont de 98.5%. En revanche, celles possédant le numéro INPS et tenant également la tenue de comptabilité écrite et formelle est de 52,5% contre 47,5% pour celles possédant un numéro INPS et ne faisant pas de tenue de comptabilité écrite et formelle. **(Voir tableau XIV.2.4.8)**

Tableau XVIIV.2.4.8. : Répartition des unités économiques repérées selon la possession du numéro INPS et la tenue de la comptabilité écrite et formelle

		la tenue de la comptabilité écrite et formelle		
		Oui	Non	Total
		%	%	%
Possède le numéro INPS	Oui	52,5	47,5	100
	Non	1,5	98,5	100
	Total	2,7	97,3	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

IV.2.5. Taille des unités repérées

Encadré 1 : Taille des entreprises

Une Micro-Entreprise est une entreprise qui emploie moins de dix (10) personnes et qui réalise un chiffre d'affaires hors taxes inférieur ou égal à trente millions (30.000.000) FCFA, avec un niveau d'investissement inférieur ou égal à trois millions (3.000.000) FCFA. Elle tient une comptabilité allégée de trésorerie.

Une Petite Entreprise est une entreprise qui emploie entre onze (11) et quarante-neuf (49) personnes et qui réalise un chiffre d'affaires hors taxes compris entre trente millions un francs (30.000.001) F CFA et cent cinquante (150.000.000) F CFA avec un niveau d'investissement inférieur ou égal à cinq millions (5.000.000) F CFA. Elle tient une comptabilité en interne ou par un Centre de Gestion Agréé ou toute autre structure similaire reconnue en République du Mali.

Une Moyenne Entreprise est une entreprise qui emploie entre cinquante (50) et cent quatre-vingt-dix-neuf (199) personnes et qui réalise un chiffre d'affaires hors taxes compris entre cent cinquante millions un francs (150.000.001) FCFA et un milliard (1.000.000.000) FCFA avec un niveau d'investissement inférieur ou égal à deux cent cinquante millions (250.000.000) FCFA. Elle tient une comptabilité selon le système normalisé en vigueur.

Une Grande entreprise est une entreprise dont le nombre d'employés est supérieur ou égal à 200 personnes et qui réalise un chiffre d'affaires hors taxes supérieur ou égal à un milliard (1.000.000.000) FCFA avec un niveau d'investissement supérieur à 250.000.000 FCFA. Elle tient une comptabilité selon le système normalisé en vigueur.

De l'analyse, il ressort que le tissu économique du Mali est fortement dominé par des micro-entreprises en 2017. En effet, la répartition des unités économiques repérées laisse apparaître une forte prédominance de celles ayant en leur sein au plus 10 personnes (91,7%). Elles sont suivies par celles dont l'effectif varie entre 11 et 49 personnes (1,2%). Peu d'unités économiques repérées disposaient un effectif d'employés supérieur ou égal à 50 personnes.

Tableau XVIIIIV.2.5.1. : Tranche d'effectifs employés en 2017

Tranche d'effectifs employés	%
Au plus 10 personnes	91,7
De 11 à de 49 personnes	1,2
De 50 à de 199 personnes	0,1
200 personnes et plus	0
Total	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

Le tableau ci-dessous indique la répartition des unités économiques repérées par taille sur la base du chiffre d'affaires. On note encore une forte représentativité des très petites entreprises ou micro entreprises (78,7%). Elles sont suivies par les petites entreprises (2,6%).

Par ailleurs, la part relativement importante affectée de la catégorie « Ne sait pas/Refus » (17,4%) s'expliquerait par la réticence de certaines entreprises à déclarer leurs chiffres d'affaire.

Tableau XIXV.2.5.2. : Répartition du chiffre d'affaires réalisées en 2017 selon la taille des unités économiques

Taille	%
Très petites unités économiques (TPUE)	78,7
Petites unités économiques (PUE)	2,6
Moyennes unités économiques (MUE)	0,4
Grandes unités économiques (GUE)	0,1
Ne sait pas / Refus	17,4
Total	100,0

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

IV.3. Profil régional des unités repérées

IV.3.1. Type de local dans lequel les activités sont exercées par localité

Parmi les unités économiques repérées, sur l'ensemble du territoire du Mali, nous constatons que 94,3% disposent d'un battant à la porte d'entrée. Seulement 5,7% ne disposent de battants à la porte d'entrée.

Par région, sur l'ensemble du territoire national ^plus de 90,0% des unités ont des battants excepté Tombouctou où il est observé 17,3% des unités ne disposant pas de battant.

Tableau XXV.3.1. : Type de local dans lequel les activités sont exercées par région

Région	Avec battant	Sans battant	Total
	%	%	%
KAYES	93,2	6,8	100
KOULIKORO	96,2	3,8	100
SIKASSO	92,6	7,4	100
SEGOU	93,7	6,3	100
MOPTI	91,0	9,0	100
TOMBOUCTOU	82,7	17,3	100
GAO	98,2	1,8	100
KIDAL	96,1	3,9	100
BAMAKO	95,2	4,8	100
MENAKA	94,9	5,1	100
TAOUDENI	94,3	5,7	100
Total	94,3	5,7	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

La répartition des unités économiques repérées par région selon le statut indique que les établissements uniques sont les plus nombreux dans toutes les régions. Cependant, la plus grande proportion d'unités économiques en statut d'établissement unique est observée à Taoudénit (100%) et Bamako (98,9%), tandis que la région de Mopti se distingue avec la plus faible proportion (89,5%).

En revanche, c'est dans la région de Mopti, où les unités économiques ayant un statut « établissement principal » sont relativement plus nombreuses avec 4,4%. De même, la région Mopti enregistre la plus part (6,1%) d'unités économiques ayant un statut « établissement secondaire » suivie de Bamako qui comptabilise 5,6% des unités détenant ce statut. (Voir tableau xxiv.3.2.)

Tableau XXIV.3.2. : Répartition des unités économiques selon le statut par région

Région	Établissement unique	Établissement principal	Établissement secondaire	Total
	%	%	%	%
KAYES	93,4	2,2	4,4	100
KOULIKORO	92,4	2,1	5,5	100
SIKASSO	94,2	2,2	3,7	100
SEGOU	93,6	2,2	4,2	100
MOPTI	89,5	4,4	6,1	100
TOMBOUCTOU	97,4	1,6	0,1	100
GAO	96,6	1,1	2,3	100
KIDAL	98,9	0,4	0,7	100
BAMAKO	91,5	3,0	5,6	100
MENAKA	95,5	1,4	3,1	100
TAOUDENI	100,0	0,0	0,0	100
Total	92,5	2,6	4,9	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

IV.3.2. Statut, type et forme juridique des unités repérées

De façon générale, les entreprises individuelles dominent dans le paysage des unités économiques du Mali. En effet, plus de 93,0% des unités économiques repérées dans les régions sont des entreprises individuelles. La proportion pour les autres types à savoir les sociétés, les associations etc.... n'atteignent pas 4,0% quel que soit la région.

Tableau XXIII.3.3. : Répartition des unités économiques selon le type par région

Région	Entreprise individuelle	Société	ONG	Associations	Autres	Total
	%	%	%	%	%	%
KAYES	95,8	2,0	0,2	0,9	1,1	100
KOULIKORO	96,1	1,3	0,1	1,2	1,3	100
SIKASSO	96,7	1,4	0,2	1,2	0,5	100
SEGOU	94,8	1,8	0,5	2,5	0,5	100
MOPTI	93,4	2,4	0,7	3,1	0,5	100
TOMBOUCTOU	95,2	1,9	0,2	1,7	0,1	100
GAO	93,6	1,5	1,6	3,3	0,0	100
KIDAL	97,0	0,4	1,3	1,3	0,0	100
BAMAKO	95,1	3,3	0,2	0,7	0,7	100
MENAKA	94,6	1,2	1,2	2,9	0,0	100
TAOUDENI	97,1	0,0	0,4	1,8	0,8	100
Total	95,4	2,3	0,3	1,2	0,8	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

IV.3.3. Activités principales exercées par les unités repérées

Selon l'activité principale des unités économiques, les activités de commerce suivi de fabrication et celui des services dominant globalement la structure des unités économiques par région (**annexe : tableau 4**).

IV.3.4. Enregistrement dans les fichiers administratifs et tenue de comptabilité

La détention des documents administratifs et la tenue de la comptabilité permettent de répondre aux dispositions légales.

Les résultats de l'opération de repérage indiquent que la majorité des unités économiques ne détiennent aucun document administratif (76,1%). On observe la même forte tendance aussi bien pour celles qui exercent les activités industrielles (79,2%), les activités services (77,9%) que les activités de commerce (75,3%).

En revanche, l'analyse des données révèle que deux unités économiques sur trois (66,4%) évoluant dans le secteur de la construction disposent d'au moins un document administratif (tableau IV.3.4.).

Tableau XXIVV.3.4. : Répartition des unités économiques selon la possession d'au moins un numéro administratif par secteur d'activités

Secteur d'activités	Dispose au moins un numéro administratif		
	Oui	Non	Total
	%	%	%
Industrie	20,8	79,2	100
Construction	66,4	33,6	100
Commerce	25,0	75,0	100
Services	22,1	77,9	100
Total	23,9	76,1	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

La tenue de la comptabilité est l'un des critères d'appréciation de la forme d'exploitation (formelle et informelle) des unités économiques. Il ressort des résultats que 82,3% des unités repérées ne tiennent pas de comptabilité. Ces unités qui ne se prêtent pas à cet exercice se rencontrent plus dans le secteur d'activités industrielles (89,5%). Ensuite, suivent celles du commerce (81,6%) et des services (78,5%).

Quant à la forme d'exploitation formelle, elle est plus répandue dans le secteur de la construction avec 58,9 % du total.

Tableau XXVV.4.4. : Répartition des unités économiques selon la tenue de comptabilité par secteur d'activités

Secteur d'activités	Tenue de la comptabilité		
	Oui	Non	Total
	%	%	%
Industrie	10,5	89,5	100
Construction	58,9	41,1	100
Commerce	18,4	81,6	100
Services	21,5	78,5	100
Total	17,7	82,3	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

IV.3.5. Taille des unités repérées

Les unités économiques repérées sont pour la plupart des micro entreprises, soit 77,5% du total. Les très petites entreprises sont très fréquentes dans les régions Nord, notamment dans les régions de Ménaka, Tombouctou et Kidal avec des parts respectives de 94,9%, 94,7%, 93,5% .

Quant aux petites unités économiques, elles sont plus nombreuses à Taoudénit (7,4%), à Gao (4,4%). En ce qui concerne, Bamako, les moyennes et grandes unités se localisent beaucoup plus à Bamako que dans les autres régions respectivement avec 0,6% et 0,1%.

Tableau XXIV.3.5. : Répartition des unités économiques selon la taille par région

Région	Taille des unités économiques						Total
	Très petites unités économiques (TPUE)	Petites unités économiques (PUE)	Moyennes unités économiques (MUE)	Grandes unités économiques (GUE)	Ne sait pas / Refus	ND	
	%	%	%	%	%	%	
KAYES	85,6	2,0	0,3	0,0	9,8	2,2	100
KOULIKORO	73,1	1,2	0,1	0,0	22,9	2,6	100
SIKASSO	81,3	2,6	0,2	0,0	13,9	1,9	100
SEGOU	89,1	1,8	0,3	0,1	5,2	3,5	100
MOPTI	61,0	2,9	0,5	0,1	31,3	4,2	100
TOMBOUCTOU	94,7	1,7	0,1	0,0	0,7	2,9	100
GAO	81,1	4,4	0,2	0,1	9,3	4,9	100
KIDAL	93,5	3,9	0,0	0,0	0,0	2,6	100
BAMAKO	75,5	3,4	0,6	0,1	18,6	1,7	100
MENAKA	94,9	0,2	0,0	0,0	0,8	4,2	100
TAOUDENIT	83,8	7,4	0,0	0,0	5,9	2,9	100
Total	77,5	2,6	0,4	0,1	17,1	2,3	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

IV.4. Profil sectoriel des unités repérées

IV.4.1. Type de local dans lequel les activités sont exercées

Parmi les 239386 unités économiques repérées, sur l'ensemble du territoire du Mali, nous constatons que 90,5% unités ont des portes avec battants contre 5,5% sans battant soit 5,5%.

Le district de Bamako arrive en tête avec 90,7% unités avec battant contre 4,6% sans battant. La région de Taoudéni est celle qui a le plus petit nombre d'unités économiques avec battant 90,2% et 4,6% sans battant.

Tableau XXVII.3.1 : Type de local dans lequel les activités sont exercées par région

Région	Avec battant	Sans battant	Total
	%	%	%
KAYES	89,8	6,5	100
KOULIKORO	92,9	3,6	100
SIKASSO	89,2	7,1	100
SEGOU	91,0	6,1	100
MOPTI	87,4	8,6	100
TOMBOUCTOU	80,5	16,9	100
GAO	95,7	1,7	100
KIDAL	95,7	3,9	100
BAMAKO	90,7	4,6	100
MENAKA	94,5	5,1	100
TAOUDENI	90,2	5,5	100
Total	90,5	5,5	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

IV.4.2. Statut, type et forme juridique des unités repérées

L'analyse de la répartition des sociétés selon le secteur d'activité fait ressortir globalement que les sociétés privées SARL sont les plus nombreuses avec 59,6% de l'ensemble. Cette tendance favorable à ces dites sociétés s'observe au niveau de tous les secteurs d'activité. En effet, les sociétés privées SARL représentent 57,5% du total des sociétés dans l'industrie, 83,5% dans la construction, 64,6% dans le commerce et 50,3% dans les services. Quant aux sociétés privées SA, elles se classent en seconde position dans les quatre secteurs d'activité avec une proportion beaucoup plus élevée dans les services.

Tableau XXVIII.4.5 : Répartition des unités économiques repérées selon le type de sociétés par secteur d'activité

Forme juridique	Secteur d'activité				
	Industrie	Construction	Commerce	Services	Total
	%	%	%	%	%
Société privée SA	39,6	14,6	34,5	46,1	38,3
Société privée SARL	57,5	83,5	64,6	50,3	59,6
Société parapublique SA	2,5	1,2	0,4	2,7	1,5
Société parapublique SARL	0,5	0,8	0,5	0,9	0,6
Total	100	100	100	100	100

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

V. Principales difficultés rencontrées, enseignements tirés du repérage des unités économiques et perspectives pour la suite du RGUE

V.1. Difficultés rencontrées durant le repérage

Une telle opération de grande envergure ne saurait se dérouler sans difficultés. Ce faisant, les difficultés majeures rencontrées lors de la mise en œuvre de cette opération sont d'ordre administratif, financier, technique de même que d'autres facteurs exogènes (insécurité et inaccessibilité liée au climat).

V.1.1 Difficultés administratives

La plus grande difficulté à laquelle l'opération a été confrontée est celle due au processus de passation de marché dont les procédures paraissaient assez longues et souvent compliquées. A cause de la lenteur administrative liée à l'attribution des marchés d'acquisitions des équipements et matériels indispensables au bon déroulement du projet, le démarrage des activités a accusé un grand retard. Ce qui a même porté un coup sur l'enchaînement des différentes étapes de la collecte des données de la phase cartographie/repérage à Bamako et dans les régions.

V.1.2. Difficultés de mobilisation des ressources

Le Recensement Général des Unités Economiques (RGUE) était censé être la source principale d'information pour le rebasage des comptes économiques dans le cadre de la migration vers le scn 2008 dont la réalisation était prévue pour l'année 2018 à l'instar de beaucoup d'autres pays membre de l'UEMOA. Pour ce faire, les voyages d'études et

les travaux préliminaires d'élaboration des documents techniques ont eu lieu en 2017. Mais, les difficultés de mobilisation des ressources nécessaires au bouclage du budget prévu pour la mise en œuvre du RGUE ont conduit à reporter le démarrage des activités d'octobre 2017 à février 2019, soit plus d'un an de retard.

En outre, les ressources mobilisées auprès de la Banque Mondiale et du budget national n'ont permis de couvrir que la phase de cartographie et repérage des unités économiques. La recherche de partenaire potentiel se poursuit pour le financement du GAP du budget global du RGUE qui servira à la réalisation de la phase de dénombrement.

V.1.3. Difficultés liées au facteur climatique

Le report du démarrage des activités a eu comme conséquence le déroulement de la phase de collecte de données de la cartographie/repérage pendant l'hivernage (juillet à septembre 2019). Cette période n'est pas indiquée pour de tels travaux à cause de l'inaccessibilité de certaines zones du l'abondance de la pluviométrie. Ce qui a empêché les agents de s'y rendre pour effectuer la cartographie et le repérage des unités économiques dans certaines zones.

V.1.4. Difficultés d'ordre sécuritaire

La stratégie mise en place pour le bon déroulement du RGUE devrait permettre de couvrir tout le territoire national avec le concours et l'implication des autorités locales. Cependant, l'accès à certaines communes a été déconseillé aux agents par la population locale et les autorités administratives du fait de l'insécurité grandissante dans ces zones.

V.1.5. Facteur technique

Le Recensement Général des Unités Economiques a préféré utiliser les NTIC pour les travaux de la cartographie et le repérage des unités économiques eu égard aux avantages qu'elles offrent du point de vue fiabilité de données et de célérité dans le traitement des informations collectées. Force est de constater que la transmission directe des informations collectées n'a pas pu se faire à travers les NTIC. Ce qui a exclu toute possibilité de correction itérative des données collectées à temps réel tout en rendant fastidieux les travaux d'apurement et de traitement des données.

V.2. Leçons tirées de la cartographie/ repérage

La mise en œuvre de la phase de cartographie/repérage du RGUE a été très riche en enseignements. Comme leçons on peut citer entre autres :

- pour les opérations similaires de faire une programmation réaliste d'exécution des activités en prévoyant plus de temps surtout pour les travaux de terrain ;
- tenir compte des délais de passation des marchés dans la programmation des activités ;
- et éviter surtout la période hivernale pour la collecte des données.

V.3. Perspectives

En perspectives, il s'agit tout d'abord de mener des actions de plaidoyer pour le financement du GAP du budget global afin de pouvoir rapidement réaliser le dénombrement qui est crucial pour la comptabilité nationale du fait des informations complémentaires nécessaires à la finalisation du rebasage des comptes.

Par ailleurs, il est prévu de procéder au repérage des zones non couvertes pour motif d'insécurité ou d'inaccessibilité à cause de l'abondance d'eau, lors du déroulement du dénombrement des unités économiques.

Conclusions

La phase de cartographie/repérage du RGUE vient d'être réalisée, ce non sans difficultés en raison de la première expérience vécue pour ce genre d'opération de grande envergure. Les objectifs fixés pour cette phase sont largement atteints comme l'attestent les résultats obtenus à l'issue des travaux de traitement, de codification et d'analyse des données collectées.

L'opérationnalisation de la cartographie/repérage a mobilisé plus de 400 agents toutes catégories confondues. Elle a permis de cartographier et de repérer 239393 unités économiques et de donner une structure actualisée de l'économie malienne.

La mise en œuvre de la phase de cartographie/repérage du RGUE est un avant-gout à la phase de dénombrement à l'issue de laquelle une masse d'informations détaillées devraient être disponible.

Par ailleurs, les résultats disponibles à l'issue de la phase de cartographie/repérage feront l'objet d'une première exploitation pour les besoins du rebasage des comptes nationaux. Ils serviront à actualiser le répertoire national des entreprises et constitueront une base de sondage exhaustive pour l'échantillonnage pour la mise en place du dispositif de production des indicateurs conjoncturels. Cependant pour pérenniser ces acquis il est nécessaire de réaliser des études monographiques tous les deux ans par secteur d'activité.

Annexes

Tableau 1 : Pourcentage des unités économiques repérées dans les régions et cercles

Région cercles		Unité totalement repérée	Unité partiellement repérée	Total
		%	%	%
KAYES	KAYES	48,3	42,3	48,3
	BAFOULABE	4,0	11,5	4,0
	DIEMA	6,3	0,0	6,3
	KENIEBA	9,1	23,1	9,1
	KITA	16,5	19,2	16,5
	NIORO	8,1	3,8	8,1
	YELIMANE	7,8	0,0	7,8
	Total	100,0	100,0	100,0
KOULIKORO	KOULIKORO	4,3	1,8	4,3
	BANAMBA	3,3	0,0	3,3
	DIOILA	8,2	7,1	8,2
	KANGABA	2,4	0,9	2,4
	KATI	75,5	90,2	75,6
	KOLOKANI	4,0	0,0	4,0
	NARA	2,3	0,0	2,3
	Total	100,0	100,0	100,0
	SIKASSO	SIKASSO	35,4	61,5	35,4
BOUGOUNI		14,2	2,6	14,2
KADIOLO		10,8	7,7	10,8
KOLONDIEBA		4,1	5,1	4,1
KOUTIALA		24,2	10,3	24,1
YANFOLILA		8,4	12,8	8,4
YOROSSO		2,9	0,0	2,9
Total		100,0	100,0	100,0
SEGOU		SEGOU	47,0	68,5	47,1
	BARAOUELI	4,9	0,0	4,8
	BLA	7,7	0,9	7,7
	MACINA	4,8	0,0	4,7
	NIONO	18,0	20,4	18,0
	SAN	14,3	6,5	14,2
	TOMINIAN	3,5	3,7	3,5
	Total	100,0	100,0	100,0
	MOPTI	MOPTI	51,4	80,0	51,7
BANDIAGARA		9,1	1,4	9,0
BANKASS		7,2	2,9	7,2
DJENNE		8,2	8,6	8,2
DOUENTZA		6,9	2,9	6,9
KORO		8,9	4,3	8,9
TENENKOU		4,8	0,0	4,7
YOUWAROU		3,5	0,0	3,5
Total		100,0	100,0	100,0
TOMBOUCTOU	TOMBOUCTOU	37,8	66,7	37,8
	DIRE	14,9	16,7	14,9
	GOUNDAM	20,1	16,7	20,1

		Unité totalement répérée	Unité partiellement repérée	Total
		%	%	%
Région cercles	GOURMA-RHAROUS	11,3	0,0	11,3
	NIAFUNKE	16,0	0,0	16,0
	Total	100,0	100,0	100,0
GAO	GAO	83,0	100,0	83,2
	ANSONGO	9,4	0,0	9,3
	BOUREM	7,6	0,0	7,5
	Total	100,0	100,0	100,0
KIDAL	KIDAL	86,8	100,0	86,8
	TESSALIT	13,2	0,0	13,2
	Total	100,0	100,0	100,0
BAMAKO	COMMUNE I	11,4	26,6	11,7
	COMMUNE II	12,3	15,3	12,3
	COMMUNE III	13,8	18,5	13,9
	COMMUNE IV	16,5	17,0	16,5
	COMMUNE V	18,9	10,3	18,7
	COMMUNE VI	27,2	12,3	26,9
	Total	100,0	100,0	100,0
MENAKA	MENAKA	75,7	100,0	76,0
	ANDERAMBOUKANE	15,3	0,0	15,1
	INEKAR	9,0	0,0	8,9
	Total	100,0	100,0	100,0
TAOUDENI	TAOUDENI	21,1	0,0	21,1
	ACHOURATT	17,8	0,0	17,8
	FOUM ELBA	1,0	0,0	1,0
	AL-OURCHE	27,1	0,0	27,1
	AROUANE	7,4	0,0	7,4
	BOU-DJEBEHA	25,6	0,0	25,6
	Total	100,0	0,0	100,0
Ensemble	KAYES	4,4	0,4	4,3
	BAFOULABE	0,4	0,1	0,4
	DIEMA	0,6	0,0	0,6
	KENIEBA	0,8	0,2	0,8
	KITA	1,5	0,2	1,5
	NIORO	0,7	0,0	0,7
	YELIMANE	0,7	0,0	0,7
	KOULIKORO	0,9	0,2	0,9
	BANAMBA	0,7	0,0	0,6
	DIOILA	1,6	0,6	1,6
	KANGABA	0,5	0,1	0,5
	KATI	15,1	8,1	15,0
	KOLOKANI	0,8	0,0	0,8

Région cercles			
	Unité totalement repérée	Unité partiellement repérée	Total
	%	%	%
NARA	0,5	0,0	0,4
SIKASSO	5,0	1,0	5,0
BOUGOUNI	2,0	0,0	2,0
KADIOLO	1,5	0,1	1,5
KOLONDIEBA	0,6	0,1	0,6
KOUTIALA	3,4	0,2	3,4
YANFOLILA	1,2	0,2	1,2
YOROSSO	0,4	0,0	0,4
SEGOU	4,0	3,0	4,0
BARAOUELI	0,4	0,0	0,4
BLA	0,7	0,0	0,7
MACINA	0,4	0,0	0,4
NIONO	1,5	0,9	1,5
SAN	1,2	0,3	1,2
TOMINIAN	0,3	0,2	0,3
MOPTI	3,1	4,5	3,2
BANDIAGARA	0,6	0,1	0,5
BANKASS	0,4	0,2	0,4
DJENNE	0,5	0,5	0,5
DOUMENTZA	0,4	0,2	0,4
KORO	0,5	0,2	0,5
TENENKOU	0,3	0,0	0,3
YOUWAROU	0,2	0,0	0,2
TOMBOUCTOU	0,7	0,2	0,7
DIRE	0,3	0,0	0,3
GOUNDAM	0,4	0,0	0,4
GOURMA-RHAROUS	0,2	0,0	0,2
NIAFUNKE	0,3	0,0	0,3
GAO	0,8	1,4	0,8
ANSONGO	0,1	0,0	0,1
BOUREM	0,1	0,0	0,1
KIDAL	0,4	0,1	0,4
TESSALIT	0,1	0,0	0,1
COMMUNE I	4,4	20,3	4,6
COMMUNE II	4,7	11,7	4,8
COMMUNE III	5,3	14,1	5,4
COMMUNE IV	6,3	13,0	6,4
COMMUNE V	7,3	7,8	7,3

Région cercles				
		Unité totalement repérée	Unité partiellement repérée	Total
		%	%	%
	COMMUNE VI	10,5	9,4	10,5
	MENAKA	0,2	0,3	0,2
	ANDERAMBOUKANE	0,0	0,0	0,0
	INEKAR	0,0	0,0	0,0
	TAOUDENI	0,0	0,0	0,0
	ACHOURATT	0,0	0,0	0,0
	FOUM ELBA	0,0	0,0	0,0
	AL-OURCHE	0,1	0,0	0,1
	AROUANE	0,0	0,0	0,0
	BOU-DJEBEHA	0,1	0,0	0,1
	Total	100,0	100,0	100,0

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

Tableau 2 : Répartition d'effectifs employés en 2017 des unités économiques par branche d'activités (Division NAEMA Rev 1)

Branche d'activités (Division NAEMA Rev 1)	Tranche d'effectifs employés					
	Au plus 10 personnes	De 11 à de 49 personnes	De 50 à de 199 personnes	200 personnes et plus	ND	Total
	%	%	%	%	%	%
Extraction de minerais métalliques	18,2	0,0	9,1	36,4	36,4	100,0

Branche d'activités (Division NAEMA Rev 1)	Tranche d'effectifs employés					
	Au plus 10 personnes	De 11 à de 49 personnes	De 50 à de 199 personnes	200 personnes et plus	ND	Total
	%	%	%	%	%	%
Autres activités extractives	83,3	0,0	16,7	0,0	0,0	100,0
Activités de soutien aux industries extractives	48,1	22,2	0,0	7,4	22,2	100,0
Fabrication de produits alimentaires	90,0	5,8	0,3	0,1	3,8	100,0
Fabrication de boissons	88,7	5,0	1,4	0,0	5,0	100,0
Fabrication de produits a base de tabac	0,0	0,0	0,0	50,0	50,0	100,0
Activités de fabrication de textiles	86,6	7,2	0,5	0,3	5,4	100,0
Fabrication d'articles d'habillement	95,9	0,5	0,0	0,0	3,5	100,0
Travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	94,5	0,8	2,3	0,0	2,3	100,0
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	94,6	1,0	0,1	0,0	4,3	100,0
Fabrication de papier, cartons et d'articles en papier ou en carton	83,3	11,1	5,6	0,0	0,0	100,0
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	84,9	5,7	0,0	0,0	9,4	100,0
Fabrication de produits chimiques	78,0	10,0	2,0	0,0	10,0	100,0
Travail du caoutchouc et du plastique	73,9	17,4	0,0	0,0	8,7	100,0
Fabrication de matériaux minéraux	86,2	4,3	0,5	0,0	9,0	100,0
Métallurgie	55,0	15,0	15,0	0,0	15,0	100,0

Branche d'activités (Division NAEMA Rev 1)	Tranche d'effectifs employés					
	Au plus 10 personnes	De 11 à de 49 personnes	De 50 à de 199 personnes	200 personnes et plus	ND	Total
	%	%	%	%	%	%
Fabrication d'ouvrages en métaux ; travail des métaux	94,9	1,8	0,0	0,0	3,3	100,0
Fabrication de produits électroniques et informatiques	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication d'équipements électriques	50,0	0,0	0,0	50,0	0,0	100,0
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a.	98,8	0,0	0,0	0,0	1,2	100,0
Fabrication d'autres matériels de transport	89,5	5,3	0,0	0,0	5,3	100,0
Fabrication de meubles et matelas	93,6	1,1	0,1	0,0	5,2	100,0
Autres industries manufacturières	93,8	1,4	0,0	0,0	4,8	100,0
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	92,8	1,5	0,1	0,0	5,6	100,0
Production et distribution d'électricité et de gaz,	69,2	9,6	1,9	0,0	19,2	100,0
Captage, traitement et distribution d'eau	39,1	17,4	0,0	0,0	43,5	100,0
Collecte et traitement des eaux usées	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	25,0	25,0	0,0	12,5	37,5	100,0

Branche d'activités (Division NAEMA Rev 1)	Tranche d'effectifs employés					
	Au plus 10 personnes	De 11 à de 49 personnes	De 50 à de 199 personnes	200 personnes et plus	ND	Total
	%	%	%	%	%	%
Construction de bâtiments	69,0	14,3	2,4	0,0	14,3	100,0
Génie civil	75,4	8,5	1,2	0,4	14,5	100,0
Activités spécialisées de construction	72,7	27,3	0,0	0,0	0,0	100,0
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	94,7	1,3	0,0	0,0	4,0	100,0
Commerce de gros et activités des intermédiaires	92,8	1,1	0,1	0,0	5,9	100,0
Commerce de détail	94,3	0,3	0,0	0,0	5,4	100,0
Transports terrestres	78,0	13,3	0,5	0,3	8,0	100,0
Transports par eau	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Transports aériens	75,0	0,0	0,0	0,0	25,0	100,0
Entreposage et activités des auxiliaires de transport	22,3	0,4	0,0	0,0	77,3	100,0
Activités de poste et de courrier	86,5	2,7	0,0	0,0	10,8	100,0
Hébergement	69,2	14,7	1,4	0,7	14,0	100,0
Restauration et débits de boisson	93,1	1,2	0,0	0,0	5,7	100,0
Edition	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Production audio et vidéo : télévision, cinéma, son	95,7	0,0	0,0	0,0	4,3	100,0
Programmation télévisuelle ; radiodiffusion	72,5	21,0	1,2	0,0	5,4	100,0
Télécommunications	87,9	2,3	0,2	0,2	9,3	100,0
Activités informatiques : conseil, programmation	89,9	1,3	0,0	0,0	8,9	100,0

Branche d'activités (Division NAEMA Rev 1)	Tranche d'effectifs employés					
	Au plus 10 personnes	De 11 à de 49 personnes	De 50 à de 199 personnes	200 personnes et plus	ND	Total
	%	%	%	%	%	%
Activités de fourniture d'information	96,6	0,0	0,0	0,0	3,4	100,0
Activités financières	70,5	5,8	1,2	0,6	21,9	100,0
Assurance	84,6	3,2	0,8	0,0	11,3	100,0
Activités d'auxiliaires financiers et d'assurance	91,0	1,5	0,1	0,0	7,3	100,0
Activités immobilières	87,4	2,0	0,2	0,0	10,4	100,0
Activités juridiques et comptables	78,1	5,5	0,5	0,0	15,8	100,0
Activités des sièges sociaux; conseil en gestion	66,0	6,6	1,9	2,8	22,6	100,0
Activités d'architecture, d'ingénierie et techniques	81,3	9,3	0,9	0,0	8,4	100,0
Recherche- développement	83,3	16,7	0,0	0,0	0,0	100,0
Publicité et études de marche	76,9	0,0	0,0	0,0	23,1	100,0
Autres activités professionnelles de services spécialisés	93,9	0,3	0,0	0,0	5,8	100,0
Activités vétérinaires	94,8	0,0	0,0	0,0	5,2	100,0
Location et location- bail	90,0	0,9	0,2	0,0	8,9	100,0
Activités liées aux ressources humaines	78,9	10,5	0,0	0,0	10,5	100,0
Activités des agences de réservation et voyagistes	82,5	3,4	0,0	0,0	14,1	100,0
Enquêtes et sécurité	35,5	32,3	6,5	0,0	25,8	100,0
Soutien aux bâtiments ; aménagement paysager	54,8	16,7	2,4	2,4	23,8	100,0

Branche d'activités (Division NAEMA Rev 1)	Tranche d'effectifs employés					
	Au plus 10 personnes	De 11 à de 49 personnes	De 50 à de 199 personnes	200 personnes et plus	ND	Total
	%	%	%	%	%	%
Activités de soutien aux entreprises ; activités de bureau	89,4	1,6	0,4	0,0	8,6	100,0
Enseignement	55,5	22,7	1,1	0,1	20,7	100,0
Activités pour la santé humaine	85,6	3,8	0,1	0,0	10,6	100,0
Activités d'hébergement médico-social et social	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités créatives, artistiques et de spectacle	88,5	1,6	0,0	0,0	9,9	100,0
Conservation et valorisation du patrimoine	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Organisation de jeux de hasard et d'argent	88,5	1,9	0,0	0,0	9,6	100,0
Activités sportives, récréatives et de loisirs	89,9	0,7	0,0	0,0	9,4	100,0
Activités des organisations associatives	62,7	4,1	0,4	0,3	32,6	100,0
Réparation d'ordinateurs, biens personnels et domestiques	95,2	0,5	0,0	0,0	4,2	100,0
Fourniture d'autres services personnels	95,0	0,2	0,0	0,0	4,7	100,0
Total	91,7	1,2	0,1	0,0	7,0	100,0

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

Tableau 3 : Répartition d'effectifs employés en 2017 des unités économiques par branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 150 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Extraction de minerais de métaux précieux	18,2	0,0	0,0	36,4	45,5	100,0
Extraction de pierres, de sables et d'argiles	60,0	0,0	0,0	0,0	40,0	100,0
Autres extractions	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités de soutien aux industries extractives	19,2	15,4	7,7	3,8	53,8	100,0
Abattage, transformation et conservation des viandes	50,0	0,0	0,0	50,0	0,0	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Transformation et conservation des fruits et légumes	26,3	5,3	0,0	0,0	68,4	100,0
Fabrication de corps gras d'origine animale et végétale	7,1	21,4	3,6	3,6	64,3	100,0
Fabrication de produits laitiers et de glaces	31,3	0,0	6,3	0,0	62,5	100,0
Travail des grains	90,2	0,3	0,0	0,0	9,5	100,0
Fabrication de produits amylacés	50,0	0,0	0,0	0,0	50,0	100,0
Fabrication de pain et de pâtisseries fraîches	70,3	11,6	2,3	0,0	15,8	100,0
Biscuiterie et pâtisserie de conservation	0,0	50,0	0,0	0,0	50,0	100,0
Fabrication d'aliments pour animaux	50,0	0,0	8,3	0,0	41,7	100,0
Fabrication de sucre	0,0	0,0	0,0	25,0	75,0	100,0
Transformation du café, du thé	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Fabrication de condiments et assaisonnements	50,0	0,0	0,0	0,0	50,0	100,0
Fabrication de denrées diverses n.c.a	66,7	7,4	0,0	0,0	25,9	100,0
Production d'eaux de table et de boissons non alcoolisées	69,5	5,0	0,7	0,0	24,8	100,0
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	50,0	50,0	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Filature, tissage et ennoblissement textile	82,9	3,2	0,2	0,0	13,7	100,0
Fabrication de tapis et carpettes	78,8	1,9	0,0	1,9	17,3	100,0
Fabrication d'étoffes à mailles et d'articles textiles non vestimentaires n.c.a	80,0	0,0	0,0	0,0	20,0	100,0
Fabrication d'articles d'habillement	84,0	0,7	0,0	0,0	15,3	100,0
Apprêt, tannage des cuirs et fourrures	93,3	0,0	0,0	3,3	3,3	100,0
Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie, de sellerie et de bourrellerie	78,6	0,0	0,0	0,0	21,4	100,0
Fabrication de chaussures	87,0	0,0	0,0	1,9	11,1	100,0
Fabrication de feuilles de placage, de contreplaqués et de panneaux	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Fabrication d'ouvrages de charpente , , de menuiseries et d'emballages en bois	82,6	1,6	0,0	0,0	15,9	100,0
Fabrication d'articles divers en bois, liège, vannerie ou sparterie	81,8	4,5	0,0	0,0	13,6	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	50,0	0,0	0,0	0,0	50,0	100,0
Fabrication de carton ondulé et d'emballages en papier ou en carton	50,0	0,0	0,0	0,0	50,0	100,0
Fabrication d'articles en papier ou en carton	83,3	0,0	0,0	0,0	16,7	100,0
Imprimerie et activités connexes	50,0	10,0	0,0	0,0	40,0	100,0
Reproduction d'enregistrements	76,9	0,0	0,0	0,0	23,1	100,0
Fabrication de produits azotés et d'engrais	25,0	12,5	12,5	12,5	37,5	100,0
Fabrication d'autres produits chimiques de base	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	65,9	14,1	0,0	0,0	20,0	100,0
Fabrication de parfums et de produits de toilette	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Fabrication de produits agrochimiques	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de peintures et vernis, adjuvants et encres d'imprimerie	0,0	50,0	0,0	50,0	0,0	100,0
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Fabrication et rechapage de pneumatiques	85,7	0,0	0,0	0,0	14,3	100,0
Fabrication d'autres ouvrages en caoutchouc	28,6	0,0	28,6	0,0	42,9	100,0
Travail du plastique	44,4	0,0	0,0	0,0	55,6	100,0
Fabrication de tuiles et briques	71,4	4,5	0,6	0,0	23,4	100,0
Fabrication d'autres produits céramiques	81,5	0,0	0,0	0,0	18,5	100,0
Fabrication de ciment, chaux et plâtre	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Fabrication de matériaux et d'ouvrages en ciment, en béton ou en plâtre ; travail de la pierre	33,3	0,0	0,0	0,0	66,7	100,0
Sidérurgie et première transformation de l'acier	33,3	16,7	0,0	16,7	33,3	100,0
Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux	0,0	0,0	0,0	33,3	66,7	100,0
Fonderie	72,7	9,1	0,0	0,0	18,2	100,0
Fabrication de structures métalliques, citernes et ouvrages chaudronnés	82,1	1,6	0,1	0,0	16,1	100,0
Fabrication d'autres ouvrages en métaux	86,3	0,9	0,2	0,0	12,6	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Fabrication d'équipements d'imagerie médicale, de précision, d'optique et d'horlogerie	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de machines et matériels électrotechniques	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	100,0
Fabrication d'appareils domestiques	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de machines d'usage spécifique	90,5	2,4	0,0	0,0	7,1	100,0
Construction navale	87,5	0,0	0,0	0,0	12,5	100,0
Construction navale	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication d'autres équipements de transport	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de matelas et sommiers	50,0	0,0	0,0	50,0	0,0	100,0
Fabrication de meubles divers	80,5	2,5	0,1	0,0	16,9	100,0
Fabrication d'articles de bijouterie	85,9	1,1	0,0	0,0	13,0	100,0
Fabrication d'instruments de musique	80,0	0,0	0,0	0,0	20,0	100,0
Activités manufacturières n.c.a.	71,1	2,6	0,0	0,0	26,3	100,0
Réparation de machines et d'équipements professionnels	81,1	0,8	0,7	0,3	17,2	100,0
Installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Production, transport et distribution d'électricité	13,7	3,9	2,0	5,9	74,5	100,0
Production et distribution de combustibles gazeux et de glace	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Captage, traitement et distribution d'eau	13,0	8,7	0,0	4,3	73,9	100,0
Collecte et traitement des eaux usées	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Collecte, traitement et élimination des déchets	14,3	14,3	0,0	0,0	71,4	100,0
Récupération des déchets	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Promotion immobilière	50,0	16,7	0,0	0,0	33,3	100,0
Construction de bâtiments complets	35,1	14,3	6,5	0,0	44,2	100,0
Génie civil	27,9	15,0	6,5	2,8	47,8	100,0
Travaux d'installation	50,0	0,0	0,0	0,0	50,0	100,0
Travaux de finition	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Autres travaux spécialisés de construction	87,5	12,5	0,0	0,0	0,0	100,0
Commerce de véhicules automobiles	37,0	14,8	3,7	0,0	44,4	100,0
Entretien et réparation de véhicules automobiles	86,2	0,8	0,1	0,0	12,9	100,0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	76,5	4,1	0,5	0,1	18,8	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Commerce et réparation de motocycles	87,0	1,8	0,3	0,0	10,9	100,0
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	50,0	0,0	0,0	0,0	50,0	100,0
Commerce de gros de produits agricoles bruts et d'aliments pour animaux	76,6	4,1	1,2	0,5	17,5	100,0
Commerce de gros d'animaux vivants, de peaux et cuirs	75,9	3,4	0,0	0,0	20,7	100,0
Commerce de gros de produits alimentaires, boissons et tabacs manufacturés	64,5	12,5	2,0	0,0	21,1	100,0
Commerce de gros de textiles, habillement et chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Commerce de gros de produits pharmaceutiques et médicaux	47,8	8,7	4,3	0,0	39,1	100,0
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires n. c. a.	69,4	4,8	1,6	0,0	24,2	100,0
Commerce de gros de carburants et combustibles	84,8	2,3	0,0	0,0	12,9	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Commerce de gros de bois	75,3	5,3	1,2	0,0	18,1	100,0
Commerce de gros de matériaux de construction, quincaillerie et fournitures pour plomberie	60,3	6,9	1,7	0,0	31,0	100,0
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles divers	73,7	7,3	1,2	0,3	17,5	100,0
Commerce de gros d'autres équipements industriels et fournitures diverses	66,7	9,0	5,1	0,0	19,2	100,0
Commerce de gros non spécialisé	90,9	0,0	0,0	0,0	9,1	100,0
Commerce de détail en magasin non spécialisé	84,4	2,2	0,2	0,0	13,1	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé de produits alimentaires, boissons et tabacs manufacturés	82,3	3,6	0,4	0,0	13,7	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé de produits pharmaceutiques et médicaux, de parfumerie et de produits de be	75,8	4,0	0,9	0,1	19,2	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Commerce de détail en magasin spécialisé de textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	80,8	3,2	0,3	0,1	15,7	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé d'articles et appareils d'équipement domestique	78,7	4,4	0,4	0,1	16,5	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé de quincaillerie, peintures, verre, tapis et revêtement de sols et murs	79,7	3,9	0,5	0,1	15,9	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé de livres, journaux et articles de sport et de loisirs	76,2	3,1	0,2	0,0	20,5	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé d'équipements informatiques et de matériels de télécommunication, audio	79,0	4,0	0,6	0,1	16,3	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé de carburants automobiles	63,8	10,9	4,1	0,7	20,5	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Commerce de détail en magasin spécialisé d'autres produits n.c.a.	79,9	2,5	0,6	0,2	16,8	100,0
Commerce de détail sur éventaires et marchés de viandes et poissons	77,8	7,9	3,2	0,0	11,1	100,0
Commerce de détail sur éventaires et marchés de fruits et légumes frais	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Commerce de détail sur éventaires et marchés de textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Commerce de détail sur éventaires et marchés d'articles non alimentaires divers	76,8	3,8	0,0	0,0	19,4	100,0
Autres commerces de détail hors magasin	78,6	2,8	0,0	0,0	18,6	100,0
Transports routiers de passagers	46,2	11,8	5,6	0,3	36,1	100,0
Transports routiers de marchandises	62,5	15,0	7,5	0,0	15,0	100,0
Transports fluviaux	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Transports aériens de passagers	0,0	25,0	0,0	0,0	75,0	100,0
Entreposage	3,1	0,2	0,2	0,0	96,5	100,0
Manutention	33,3	33,3	0,0	0,0	33,3	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Organisation du transport de fret	42,9	10,3	1,9	0,6	44,2	100,0
Autres activités de courrier et de distribution	40,5	5,4	2,7	2,7	48,6	100,0
Hébergement	48,4	14,1	3,2	0,7	33,6	100,0
Restauration	82,9	2,6	0,2	0,0	14,3	100,0
Activités de débits de boissons	73,1	5,0	1,9	0,0	20,0	100,0
Édition de logiciels	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Production vidéo : cinéma et télévision	50,0	0,0	0,0	0,0	50,0	100,0
Production audio et édition musicale	64,7	0,0	0,0	0,0	35,3	100,0
Édition et diffusion de programmes radio	58,1	5,2	0,0	0,0	36,8	100,0
Programmation télévisuelle; télédiffusion	40,0	0,0	0,0	0,0	60,0	100,0
Télécommunications	68,1	3,5	0,8	0,5	27,1	100,0
Programmation informatique	63,6	9,1	9,1	0,0	18,2	100,0
Conseil et autres activités informatiques	63,9	1,4	2,0	0,0	32,7	100,0
Traitement de données, hébergement et activités connexes ; portails Internet	88,9	0,0	0,0	0,0	11,1	100,0
Autres activités liées à l'information	68,3	0,0	0,0	0,0	31,7	100,0
Autres intermédiations monétaires	8,0	3,2	4,8	5,6	78,5	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Activités de micro finance	18,6	10,3	5,0	2,1	64,0	100,0
Autres activités de crédits et autres intermédiations non monétaires	50,0	0,0	50,0	0,0	0,0	100,0
Assurance-vie et caisses de retraite	33,3	0,0	0,0	33,3	33,3	100,0
Assurance-dommages et réassurance	34,4	8,7	1,7	1,7	53,5	100,0
Gestion fonds pour tiers	50,0	0,0	0,0	0,0	50,0	100,0
Activités d'auxiliaires financiers	56,2	6,6	3,2	0,7	33,3	100,0
Location immobilière et activités sur biens propres	50,7	5,9	1,5	0,3	41,6	100,0
Activités des agences immobilières	47,9	4,8	0,7	0,0	46,6	100,0
Activités juridiques	29,1	4,5	1,8	0,0	64,5	100,0
Activités comptables	39,4	11,3	2,8	0,0	46,5	100,0
Activités des sièges sociaux	0,0	9,1	0,0	45,5	45,5	100,0
Conseil en gestion	33,3	9,7	1,1	0,0	55,9	100,0
Architecture, activités d'ingénierie	39,0	8,6	3,8	0,0	48,6	100,0
Activités de contrôle et analyses techniques	50,0	50,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Recherche-développement en sciences physiques et naturelles	0,0	12,5	12,5	0,0	75,0	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Recherche- développement en sciences humaines et sociales	75,0	25,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Publicité	25,0	16,7	0,0	0,0	58,3	100,0
Études de marché et sondages	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Activités spécialisées de design	66,2	1,4	0,0	0,0	32,4	100,0
Activités photographiques	80,4	0,6	0,0	0,0	19,0	100,0
Activités vétérinaires	58,6	3,4	0,0	0,0	37,9	100,0
Location de véhicules automobiles	38,7	12,9	9,7	0,0	38,7	100,0
Location de machines et d'équipements n.c.a	77,9	1,9	1,0	0,0	19,2	100,0
Location d'articles personnels et domestiques nca	75,8	0,6	0,0	0,0	23,6	100,0
Activités liées aux ressources humaines	26,3	5,3	0,0	0,0	68,4	100,0
Activités des agences de réservation et voyagistes	29,7	10,3	6,9	1,1	52,0	100,0
Enquêtes et sécurité	32,3	3,2	3,2	0,0	61,3	100,0
Activités combinées de soutien aux bâtiments	28,6	14,3	0,0	0,0	57,1	100,0
Activités de nettoyage	44,4	11,1	0,0	0,0	44,4	100,0
Aménagement paysager	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités de bureau, routage et centres d'appels	74,3	2,3	0,7	0,2	22,6	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Organisation de foires, salons et congrès	25,0	0,0	0,0	0,0	75,0	100,0
Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	47,1	4,1	2,5	0,8	45,5	100,0
Enseignement pré- primaire et primaire	47,3	3,3	0,4	0,0	49,0	100,0
Enseignement secondaire général	36,8	7,8	0,9	0,1	54,4	100,0
Enseignement secondaire technique ou professionnel	44,8	7,9	1,2	0,0	46,1	100,0
Enseignement post- secondaire, supérieur ou non	28,0	9,3	2,8	0,0	59,8	100,0
Autres activités d'enseignement	60,9	4,3	0,0	0,0	34,9	100,0
Activités hospitalières	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Pratique médicale et/ou dentaire	54,8	3,8	0,7	0,1	40,6	100,0
Activités des tradipraticiens	66,7	2,4	0,0	0,0	31,0	100,0
Autres activités pour la santé humaine	23,5	5,9	0,0	0,0	70,6	100,0
Activités d'Hébergement médico-social et social	0,0	25,0	0,0	0,0	75,0	100,0
Activités créatives, artistiques et de spectacle	73,6	1,6	0,5	0,0	24,2	100,0

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)						
	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
Conservation et valorisation du patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Organisation de jeux de hasard et d'argent	61,1	8,2	1,0	0,0	29,8	100,0
Activités sportives, récréatives et de loisirs	77,5	0,5	0,0	0,0	22,0	100,0
Activités des organisations économiques, patronales et professionnelles	48,5	3,0	1,5	0,0	47,0	100,0
Activités des syndicats des travailleurs	38,5	7,7	7,7	0,0	46,2	100,0
Activités des organisations religieuses	10,5	0,0	0,0	0,0	89,5	100,0
Activités des organisations politiques	30,0	0,0	0,0	0,0	70,0	100,0
Activités des autres organisations associatives n.c.a.	35,5	5,0	2,5	1,7	55,4	100,0
Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	90,9	0,0	0,0	0,0	9,1	100,0
Réparation d'équipements de communication	84,5	0,2	0,0	0,0	15,3	100,0
Réparation de biens personnels et domestiques	85,7	0,4	0,1	0,0	13,9	100,0
Lavage et nettoyage de textiles	88,6	0,2	0,1	0,0	11,1	100,0

Résultats de la cartographie / repérage du RGUE

Branche d'activités (Classe NAEMA Rev 1)	Au plus 30 000 000	]30 000 000; 1500 000 000]	]150 000 000; 1 000 000 000]	Plus de 1 000 000 000	Ne sait pas	Total
	%	%	%	%	%	%
	Coiffure et soins de beauté	85,1	0,2	0,0	0,0	14,6	100,0
Services funéraires	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Autres services personnels n.c.a	82,8	0,0	0,0	0,7	16,4	100,0
Total	79,4	2,6	0,4	0,1	17,5	100,0

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)

Tableau 4 : Répartition des unités économiques par activité principale exercée selon la région

Activités principales exercées	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Extraction de minerais de métaux précieux	36,4	0,0	45,5	0,0	0,0	0,0	0,0	18,2	0,0	0,0	0,0	100,0
Extraction de pierres, de sables et d'argiles	20,0	40,0	0,0	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0	0,0	0,0	100,0
Autres extractions	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités de soutien aux industries extractives	7,4	7,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	85,2	0,0	0,0	100,0
Abattage, transformation et conservation des viandes	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Transformatio n et conservation des fruits et légumes	0,0	19,0	52,4	0,0	4,8	0,0	0,0	0,0	23,8	0,0	0,0	100,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Fabrication de corps gras d'origine animale et végétale	6,5	3,2	64,5	19,4	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0	0,0	100,0
Fabrication de produits laitiers et de glaces	6,3	31,3	0,0	0,0	6,3	0,0	0,0	0,0	56,3	0,0	0,0	100,0
Travail des grains	11,3	19,3	20,7	15,3	6,8	2,9	0,1	0,0	23,5	0,0	0,1	100,0
Fabrication de produits amylacés	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de pain et de pâtisseries fraîches	15,3	12,3	13,9	7,1	3,8	19,5	0,5	0,5	25,9	0,2	1,2	100,0
Biscuiterie et pâtisserie de conservation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication d'aliments pour animaux	16,7	8,3	33,3	0,0	8,3	0,0	8,3	0,0	25,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de sucre	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Transformatio n du café, du thé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de condiments et assaisonnem ents	0,0	0,0	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	75,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de denrées diverses n.c.a	8,8	14,7	23,5	5,9	11,8	5,9	5,9	0,0	23,5	0,0	0,0	100,0
Production d'eaux de table et de boissons non alcoolisées	4,2	20,4	12,0	5,6	4,9	1,4	0,0	0,0	51,4	0,0	0,0	100,0
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,0	0,0	0,0	100,0
Filature, tissage et ennoblisseme nt textile	0,4	4,9	1,6	3,4	16,1	5,2	0,0	0,0	67,3	1,1	0,0	100,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Fabrication de tapis et carpettes	5,8	11,5	25,0	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	53,8	0,0	0,0	100 ,0
Fabrication d'étoffes à mailles et d'articles textiles non vestimentaire s n.c.a	0,0	40,0	20,0	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0	0,0	0,0	100 ,0
Fabrication d'articles d'habillement	7,9	18,6	15,4	8,6	4,8	1,3	0,5	0,0	42,6	0,1	0,0	100 ,0
Apprêt, tannage des cuirs et fourrures	3,3	5,0	5,0	3,3	48,3	13,3	0,0	0,0	18,3	3,3	0,0	100 ,0
Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie, de sellerie et de bourrellerie	0,0	7,1	0,0	14,3	7,1	0,0	0,0	0,0	71,4	0,0	0,0	100 ,0
Fabrication de chaussures	0,0	5,5	7,3	7,3	9,1	7,3	1,8	0,0	60,0	1,8	0,0	100 ,0
Fabrication de feuilles de placage, de contreplaqués et de panneaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100 ,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100 ,0
Fabrication d'ouvrages de charpente , , de menuiseries et d'emballages en bois	7,8	17,5	16,9	9,7	5,0	1,8	0,9	0,1	40,1	0,2	0,0	100 ,0
Fabrication d'articles divers en bois, liège, vannerie ou sparterie	0,0	0,0	0,0	8,7	8,7	0,0	0,0	0,0	82,6	0,0	0,0	100 ,0
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100 ,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Fabrication de carton ondulé et d'emballages en papier ou en carton	0,0	25,0	25,0	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication d'articles en papier ou en carton	0,0	8,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	91,7	0,0	0,0	100,0
Imprimerie et activités connexes	12,5	2,5	7,5	5,0	5,0	2,5	0,0	0,0	65,0	0,0	0,0	100,0
Reproduction d'enregistrements	7,7	15,4	0,0	7,7	7,7	0,0	0,0	0,0	61,5	0,0	0,0	100,0
Fabrication de produits azotés et d'engrais	0,0	0,0	25,0	12,5	0,0	0,0	0,0	0,0	62,5	0,0	0,0	100,0
Fabrication d'autres produits chimiques de base	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	1,1	19,3	55,7	5,7	4,5	1,1	0,0	0,0	12,5	0,0	0,0	100,0
Fabrication de parfums et de produits de toilette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de produits agrochimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de peintures et vernis, adjuvants et encres d'imprimerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication et rechapage de pneumatiques	14,3	0,0	0,0	28,6	14,3	0,0	0,0	28,6	0,0	14,3	0,0	100,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Fabrication d'autres ouvrages en caoutchouc	0,0	0,0	14,3	14,3	0,0	0,0	0,0	0,0	71,4	0,0	0,0	100,0
Travail du plastique	0,0	22,2	0,0	22,2	0,0	0,0	0,0	0,0	55,6	0,0	0,0	100,0
Fabrication de tuiles et briques	2,6	36,4	5,2	4,5	6,5	1,3	0,6	1,3	41,6	0,0	0,0	100,0
Fabrication d'autres produits céramiques	3,6	0,0	10,7	3,6	14,3	50,0	0,0	0,0	17,9	0,0	0,0	100,0
Fabrication de ciment, chaux et plâtre	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de matériaux et d'ouvrages en ciment, en béton ou en plâtre ; travail de la pierre	16,7	16,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,7	0,0	0,0	100,0
Sidérurgie et première transformation de l'acier	0,0	33,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,7	0,0	0,0	100,0
Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Fonderie	0,0	9,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	90,9	0,0	0,0	100,0
Fabrication de structures métalliques, citernes et ouvrages chaudronnés	8,3	24,9	16,1	8,5	4,6	1,4	1,0	0,3	34,8	0,1	0,0	100,0
Fabrication d'autres ouvrages en métaux	8,1	14,3	30,9	13,5	11,6	3,7	0,4	0,1	17,2	0,2	0,0	100,0
Fabrication d'équipement s d'imagerie médicale, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Fabrication de machines et matériels électrotechniques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication d'appareils domestiques	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de machines d'usage spécifique	3,6	15,5	60,7	2,4	13,1	0,0	0,0	0,0	4,8	0,0	0,0	100,0
Construction navale	17,6	5,9	0,0	11,8	58,8	0,0	0,0	0,0	5,9	0,0	0,0	100,0
Construction navale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication d'autres équipements de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de matelas et sommiers	0,0	0,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,0	0,0	0,0	100,0
Fabrication de meubles divers	6,3	19,3	20,9	4,9	5,7	0,4	0,3	0,0	42,1	0,1	0,0	100,0
Fabrication d'articles de bijouterie	15,5	9,0	16,5	13,8	18,3	2,2	0,8	1,4	22,4	0,0	0,0	100,0
Fabrication d'instruments de musique	0,0	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	80,0	0,0	0,0	100,0
Activités manufacturières n.c.a.	0,0	2,6	10,5	10,5	0,0	2,6	0,0	0,0	73,7	0,0	0,0	100,0
Réparation de machines et d'équipements professionnels	6,0	19,5	13,9	8,9	3,5	1,2	1,5	0,1	45,4	0,0	0,0	100,0
Installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Production, transport et distribution d'électricité	13,2	9,4	11,3	18,9	11,3	1,9	0,0	0,0	34,0	0,0	0,0	100,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Production et distribution de combustibles gazeux et de glace	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Captage, traitement et distribution d'eau	12,5	12,5	4,2	8,3	25,0	4,2	8,3	0,0	25,0	0,0	0,0	100,0
Collecte et traitement des eaux usées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Collecte, traitement et élimination des déchets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	87,5	12,5	0,0	100,0
Récupération des déchets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Promotion immobilière	0,0	16,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	83,3	0,0	0,0	100,0
Construction de bâtiments complets	0,0	13,8	1,3	0,0	10,0	13,8	5,0	2,5	52,5	1,3	0,0	100,0
Génie civil	4,0	13,9	6,0	7,6	4,4	1,2	1,2	0,0	61,8	0,0	0,0	100,0
Travaux d'installation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Travaux de finition	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Autres travaux spécialisés de construction	0,0	12,5	0,0	37,5	0,0	25,0	0,0	0,0	25,0	0,0	0,0	100,0
Commerce de véhicules automobiles	0,0	14,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	85,7	0,0	0,0	100,0
Entretien et réparation de véhicules automobiles	6,6	17,6	12,0	5,6	4,4	1,2	0,6	0,3	51,7	0,1	0,0	100,0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	4,3	7,9	6,7	3,0	13,3	1,4	3,8	1,0	58,3	0,3	0,0	100,0
Commerce et réparation de motocycles	10,4	18,6	19,6	10,8	3,9	1,7	0,7	0,2	34,1	0,1	0,0	100,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25, 0	0,0	75,0	0,0	0,0	100 ,0
Commerce de gros de produits agricoles bruts et d'aliments pour animaux	7,0	23,9	14,3	11,6	18,4	1,0	0,7	0,0	21,5	0,0	1,7	100 ,0
Commerce de gros d'animaux vivants, de peaux et cuirs	0,0	10,2	16,9	1,7	13,6	0,0	3,4	0,0	54,2	0,0	0,0	100 ,0
Commerce de gros de produits alimentaires, boissons et tabacs manufacturés	19,1	14,6	23,6	19,1	0,0	0,0	0,0	0,0	23,6	0,0	0,0	100 ,0
Commerce de gros de textiles, habillement et chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100 ,0
Commerce de gros de produits pharmaceutiq ues et médicaux	4,3	8,7	4,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	82,6	0,0	0,0	100 ,0
Commerce de gros de biens de consommatio n non alimentaires n. c. a.	0,0	4,8	3,2	0,0	4,8	0,0	0,0	0,0	87,1	0,0	0,0	100 ,0
Commerce de gros de carburants et combustibles	0,0	18,7	2,3	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	78,4	0,0	0,0	100 ,0
Commerce de gros de bois	4,1	17,2	19,3	12,7	3,3	0,0	0,0	0,0	43,4	0,0	0,0	100 ,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Commerce de gros de matériaux de construction, quincaillerie et fournitures pour plomberie	32,8	31,0	20,7	13,8	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0	100,0
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles divers	6,0	18,8	27,6	19,2	7,8	0,1	0,5	0,0	20,0	0,0	0,0	100,0
Commerce de gros d'autres équipements industriels et fournitures diverses	1,3	11,4	15,2	13,9	16,5	0,0	0,0	0,0	41,8	0,0	0,0	100,0
Commerce de gros non spécialisé	9,1	0,0	9,1	0,0	0,0	0,0	18,2	9,1	0,0	0,0	54,5	100,0
Commerce de détail en magasin non spécialisé	10,2	22,1	15,4	7,8	2,0	3,8	1,7	1,2	34,4	0,8	0,8	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé de produits alimentaires, boissons et tabacs manufacturés	11,9	18,7	8,7	8,6	17,0	1,0	0,6	0,2	33,0	0,2	0,1	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé de produits pharmaceutiques et médicaux, de parfumerie et de produits de beauté	5,7	20,3	8,8	5,4	6,4	1,0	0,5	0,2	51,6	0,1	0,0	100,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Commerce de détail en magasin spécialisé de textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	7,0	12,8	9,8	4,3	6,0	0,4	1,0	0,4	58,2	0,1	0,0	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé d'articles et appareils d'équipement domestique	5,7	16,1	8,8	4,0	11,9	0,5	1,3	0,4	51,1	0,1	0,0	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé de quincaillerie, peintures, verre, tapis et revêtement de sols et murs	14,6	27,4	22,2	16,0	1,1	0,3	0,2	0,1	18,1	0,0	0,0	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé de livres, journaux et articles de sport et de loisirs	2,0	5,8	2,8	1,4	8,6	1,1	1,6	0,3	75,9	0,5	0,0	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé d'équipements informatiques et de matériels de télécommunication, audio	5,2	16,8	10,2	5,0	7,2	0,6	0,9	0,4	53,6	0,1	0,0	100,0
Commerce de détail en magasin spécialisé de carburants automobiles	8,5	18,2	19,7	13,9	9,8	2,8	2,0	0,5	24,0	0,3	0,3	100,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Commerce de détail en magasin spécialisé d'autres produits n.c.a.	2,2	11,0	6,6	3,2	9,6	2,9	1,9	1,1	61,3	0,2	0,0	100,0
Commerce de détail sur éventaires et marchés de viandes et poissons	0,0	13,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	86,2	0,0	0,0	100,0
Commerce de détail sur éventaires et marchés de fruits et légumes frais	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Commerce de détail sur éventaires et marchés de textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Commerce de détail sur éventaires et marchés d'articles non alimentaires divers	1,9	41,4	6,7	6,7	1,5	0,4	0,0	0,0	41,4	0,0	0,0	100,0
Autres commerces de détail hors magasin	2,1	12,8	4,7	1,9	2,3	0,2	0,0	0,2	75,8	0,0	0,0	100,0
Transports routiers de passagers	17,0	2,4	17,8	12,4	20,5	1,1	1,6	0,5	26,7	0,0	0,0	100,0
Transports routiers de marchandises	7,5	0,0	7,5	12,5	7,5	0,0	0,0	0,0	65,0	0,0	0,0	100,0
Transports fluviaux	0,0	20,0	0,0	0,0	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Transports aériens de passagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Entreposage	1,0	36,9	1,2	1,0	26,3	0,0	0,0	0,0	33,6	0,0	0,0	100,0
Manutention	33,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,7	0,0	0,0	100,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Organisation du transport de fret	27,4	3,2	11,5	1,9	2,5	0,0	0,0	0,0	53,5	0,0	0,0	100 ,0
Autres activités de courrier et de distribution	5,4	2,7	2,7	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	86,5	0,0	0,0	100 ,0
Hébergement	7,9	9,2	6,8	8,9	10,6	3,1	1,7	0,0	51,7	0,0	0,0	100 ,0
Restauration	8,9	17,1	16,1	8,0	8,1	1,6	0,8	0,2	39,0	0,1	0,0	100 ,0
Activités de débits de boissons	16,8	19,9	26,7	21,7	2,5	0,0	0,6	0,0	11,8	0,0	0,0	100 ,0
Édition de logiciels	0,0	0,0	0,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,0	0,0	0,0	100 ,0
Production vidéo : cinéma et télévision	0,0	16,7	16,7	0,0	16,7	0,0	16, 7	0,0	33,3	0,0	0,0	100 ,0
Production audio et édition musicale	0,0	29,4	5,9	5,9	0,0	0,0	5,9	0,0	52,9	0,0	0,0	100 ,0
Édition et diffusion de programmes radio	15,9	17,3	21,2	17,8	6,7	7,7	3,8	0,0	9,6	0,0	0,0	100 ,0
Programmatio n télévisuelle; télédiffusion	0,0	40,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	60,0	0,0	0,0	100 ,0
Télécommuni cations	5,1	14,3	9,6	5,2	7,4	1,7	0,8	0,1	55,7	0,1	0,0	100 ,0
Programmatio n informatique	0,0	9,1	9,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	81,8	0,0	0,0	100 ,0
Conseil et autres activités informatiques	4,6	11,9	7,3	7,9	3,3	3,3	1,3	0,0	60,3	0,0	0,0	100 ,0
Traitement de données, hébergement et activités connexes ; portails Internet	0,0	5,6	16,7	5,6	16,7	11,1	44, 4	0,0	0,0	0,0	0,0	100 ,0
Autres activités liées à l'information	14,6	24,4	19,5	9,8	0,0	0,0	0,0	0,0	31,7	0,0	0,0	100 ,0
Autres intermédiatio ns monétaires	10,1	10,9	15,2	10,5	8,2	1,6	1,2	0,0	42,4	0,0	0,0	100 ,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Activités de micro finance	15,3	17,3	21,7	19,7	6,1	0,0	0,0	0,0	19,7	0,3	0,0	100 ,0
Autres activités de crédits et autres intermédiations non monétaires	0,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,0	0,0	0,0	100 ,0
Assurance-vie et caisses de retraite	0,0	0,0	33,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,7	0,0	0,0	100 ,0
Assurance- dommages et réassurance	4,0	10,5	8,1	6,9	4,5	0,0	0,0	0,0	66,0	0,0	0,0	100 ,0
Gestion fonds pour tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	50,0	0,0	0,0	0,0	50,0	0,0	0,0	100 ,0
Activités d'auxiliaires financiers	9,0	12,4	6,6	3,8	4,1	4,6	1,5	0,1	57,8	0,0	0,0	100 ,0
Location immobilière et activités sur biens propres	0,9	23,7	2,3	2,3	2,0	0,0	0,6	0,0	68,3	0,0	0,0	100 ,0
Activités des agences immobilières	6,8	25,9	17,7	8,8	0,0	0,0	0,0	0,0	40,8	0,0	0,0	100 ,0
Activités juridiques	2,6	6,9	2,6	8,6	3,4	0,0	0,0	0,0	75,9	0,0	0,0	100 ,0
Activités comptables	5,6	1,4	8,3	5,6	1,4	1,4	0,0	0,0	76,4	0,0	0,0	100 ,0
Activités des sièges sociaux	0,0	18,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	81,8	0,0	0,0	100 ,0
Conseil en gestion	1,9	4,8	2,9	5,7	1,9	1,0	1,0	0,0	81,0	0,0	0,0	100 ,0
Architecture, activités d'ingénierie	6,5	13,1	3,7	6,5	0,0	0,0	0,0	0,0	70,1	0,0	0,0	100 ,0
Activités de contrôle et analyses techniques	0,0	0,0	50,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100 ,0
Recherche- développement en sciences physiques et naturelles	0,0	12,5	12,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	75,0	0,0	0,0	100 ,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Recherche- développement nt en sciences humaines et sociales	0,0	0,0	16,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	83,3	0,0	0,0	100,0
Publicité	8,3	16,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	75,0	0,0	0,0	100,0
Études de marché et sondages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Activités spécialisées de design	2,8	12,6	9,8	7,0	3,5	0,7	0,0	0,7	62,9	0,0	0,0	100,0
Activités photographiques	5,9	17,8	20,5	10,1	5,2	0,7	0,1	0,1	39,5	0,1	0,0	100,0
Activités vétérinaires	11,7	36,7	16,7	8,3	5,0	0,0	3,3	0,0	18,3	0,0	0,0	100,0
Location de véhicules automobiles	0,0	3,0	6,1	0,0	9,1	0,0	9,1	0,0	72,7	0,0	0,0	100,0
Location de machines et d'équipement s n.c.a	0,0	51,4	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	46,7	0,0	0,0	100,0
Location d'articles personnels et domestiques nca	2,6	22,6	5,2	10,7	4,0	0,0	0,2	0,0	54,8	0,0	0,0	100,0
Activités liées aux ressources humaines	0,0	15,0	5,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	75,0	0,0	0,0	100,0
Activités des agences de réservation et voyagistes	2,2	1,1	3,8	1,1	3,3	1,1	0,5	0,0	86,9	0,0	0,0	100,0
Enquêtes et sécurité	0,0	9,4	18,8	12,5	3,1	0,0	0,0	0,0	56,3	0,0	0,0	100,0
Activités combinées de soutien aux bâtiments	0,0	0,0	7,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	92,9	0,0	0,0	100,0
Activités de nettoyage	3,6	14,3	7,1	3,6	3,6	0,0	0,0	0,0	67,9	0,0	0,0	100,0
Aménagement paysager	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités de bureau, routage et centres d'appels	4,5	12,2	5,4	6,3	4,9	0,2	0,5	0,0	65,9	0,0	0,0	100,0

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Organisation de foires, salons et congrès	0,0	88,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,1	0,0	0,0	100 ,0
Activités de soutien aux entreprises n.c.a.	0,8	11,0	5,5	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	80,3	0,0	0,0	100 ,0
Enseignement pré-primaire et primaire	5,4	30,3	7,9	7,7	3,0	0,3	0,4	0,0	45,0	0,0	0,0	100 ,0
Enseignement secondaire général	7,3	30,2	13,0	6,2	3,3	0,0	0,8	0,0	39,1	0,0	0,0	100 ,0
Enseignement secondaire technique ou professionnel	5,9	17,2	13,7	10,9	10,5	2,3	2,3	0,0	37,1	0,0	0,0	100 ,0
Enseignement post- secondaire, supérieur ou non	5,5	9,1	5,5	6,4	0,0	0,0	0,0	0,0	73,6	0,0	0,0	100 ,0
Autres activités d'enseigne ment	2,4	13,4	7,6	7,4	3,2	2,6	1,8	0,0	61,6	0,0	0,0	100 ,0
Activités hospitalières	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100 ,0
Pratique médicale et/ou dentaire	7,7	26,3	13,5	7,6	3,3	0,7	0,3	0,1	40,5	0,0	0,0	100 ,0
Activités des tradipraticiens	10,9	26,1	17,4	4,3	0,0	6,5	0,0	0,0	34,8	0,0	0,0	100 ,0
Autres activités pour la santé humaine	5,6	11,1	0,0	0,0	11,1	5,6	0,0	0,0	66,7	0,0	0,0	100 ,0
Activités d'Hébergeme nt médico- social et social	0,0	0,0	0,0	14,3	14,3	0,0	0,0	0,0	71,4	0,0	0,0	100 ,0
Action sociale sans hébergement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100 ,0
Activités créatives, artistiques et de spectacle	5,3	6,4	13,8	6,9	5,3	1,1	0,5	0,0	60,6	0,0	0,0	100 ,0

Résultats de la cartographie / repérage du RGUE

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Conservation et valorisation du patrimoine	0,0	0,0	16,7	0,0	16,7	33,3	16,7	0,0	16,7	0,0	0,0	100,0
Organisation de jeux de hasard et d'argent	4,3	16,3	5,7	3,3	5,7	0,0	0,0	0,0	64,6	0,0	0,0	100,0
Activités sportives, récréatives et de loisirs	8,6	18,8	9,7	5,0	2,7	0,5	0,7	0,0	54,1	0,0	0,0	100,0
Activités des organisations économiques, patronales et professionnell es	8,4	9,6	18,1	17,5	6,6	1,2	3,0	0,0	35,5	0,0	0,0	100,0
Activités des syndicats des travailleurs	19,0	20,6	27,0	9,5	6,3	1,6	0,0	0,0	15,9	0,0	0,0	100,0
Activités des organisations religieuses	11,2	24,6	14,4	15,5	8,1	1,4	1,3	0,2	22,2	0,6	0,4	100,0
Activités des organisations politiques	7,7	25,4	11,2	15,8	5,8	1,2	2,7	0,0	30,4	0,0	0,0	100,0
Activités des autres organisations associatives n.c.a.	5,6	10,8	9,6	11,4	13,0	2,3	5,2	1,5	39,7	0,8	0,2	100,0
Réparation d'ordinateurs et d'équipement s périphériques	8,9	2,2	8,9	13,3	2,2	2,2	4,4	2,2	55,6	0,0	0,0	100,0
Réparation d'équipement s de communicatio n	10,9	15,6	13,6	8,3	6,3	2,1	1,8	0,2	41,0	0,0	0,0	100,0
Réparation de biens personnels et domestiques	7,3	13,3	20,0	13,7	5,1	1,1	1,2	0,2	38,2	0,1	0,0	100,0
Lavage et nettoyage de textiles	3,7	17,4	7,2	3,9	2,8	0,3	0,2	0,0	64,4	0,0	0,0	100,0

Résultats de la cartographie / repérage du RGUE

	KAY ES	KOULIK ORO	SIKAS SO	SEG OU	MO PTI	TOMBOU CTOU	GA O	KID AL	BAMA KO	MENA KA	TAOUD ENI	Tot al
Activités principales exercées	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Coiffure et soins de beauté	7,4	21,4	12,9	8,0	4,0	1,3	1,0	0,1	43,7	0,2	0,0	100 ,0
Services funéraires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100 ,0
Autres services personnels n.c.a	3,3	7,3	7,9	5,3	10,6	7,3	0,0	0,0	57,6	0,7	0,0	100 ,0
Total	9,0	19,9	14,0	8,5	6,1	1,8	1,0	0,4	38,9	0,3	0,2	100 ,0

Source : RGUE-Mali 2019 - Cartographie / Repérage des unités économiques (Février - Septembre)